

RÉALISATION DE ROUTES, DÉDOUBLEMENT
ET RÉHABILITATION

Des projets structurants prévus pour 2026

Le projet de loi de finances 2026 consacre une place importante au développement du réseau routier national, avec une série de projets répartis de manière équilibrée entre les différentes wilayas. Présentant ce programme devant le Conseil de la Nation, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a souligné que ces investissements visent à moderniser les infrastructures routières, améliorer la sécurité et soutenir la dynamique économique régionale. P 3



ENREGISTREMENT
AUTOMATIQUES
DE LA CONSOMMATION
D'EAU

**SEAAL lance
une application
intelligente**

Poursuivant son virage numérique, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a dévoilé, mercredi 29 octobre 2025, deux initiatives majeures : le lancement d'une application intelligente pour la lecture électronique des compteurs et la mise en ligne de la version anglaise de l'ensemble de ses plateformes numériques.

P 2

INDUSTRIE MILITAIRE

**L'ANP poursuit
le parcours
de l'ALN avec mérite
et succès**

L'approvisionnement en armes a constitué la principale préoccupation de l'Armée de libération nationale (ALN), dès le déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954 et, conscient de ce facteur, le commandement de la Révolution a jeté, au plus fort de la guerre, les bases d'une industrie militaire nationale, maintenue à ce jour avec mérite par l'Armée nationale populaire (ANP).

P 3

SIGNATURE DE CONTRATS
GAZIERS MONDIAUX
EN OCTOBRE

**L'Algérie et l'Arabie
saoudite au haut
du podium**

Le mois d'octobre 2025 a été particulièrement dynamique pour le secteur gazier mondial. Selon la plateforme spécialisée «Attaqa», l'Algérie et le Royaume d'Arabie saoudite se sont hissés en tête de la liste des pays ayant conclu les contrats gaziers les plus importants, suivis par l'Égypte, le Qatar, l'Irak et les Émirats arabes unis.

P 5

IN-SALAH

**Inauguration d'une nouvelle
agence de la Banque
nationale d'Algérie** P 2

CONSEIL DES MINISTRES ARABES
DE L'ENVIRONNEMENT

**Adoption d'une décision pour
généraliser l'expérience
algérienne du barrage vert** P 5

SELON WGC

**La demande mondiale d'or
atteint un nouveau record
au 3^e trimestre** P 16

IN-SALAH
Inauguration d’une nouvelle agence de la Banque nationale d’Algérie

Une nouvelle agence de la Banque nationale d’Algérie (BNA) a été inaugurée dans la wilaya d’In-Salah, au titre de sa stratégie de renforcement de son réseau sur le territoire national et d’accompagnement des projets d’investissement, a-t-on appris vendredi de cette institution. S’exprimant lors de la cérémonie d’inauguration et de mise en service de cette nouvelle agence, le directeur général de la BNA, Samir Tamrabet, accompagné des autorités locales, a souligné que la BNA s’engage à couvrir l’ensemble du territoire national afin d’assurer des prestations bancaires de qualité aux citoyens et d’accompagner l’investissement public et privé. Et d’ajouter que la BNA prévoyait d’ouvrir prochainement une autre agence dédiée au financement islamique à In-Salah. Le chef de l’exécutif local, Abdelkader Bendjima, a pour sa part, qualifié cette nouvelle agence, quatrième du genre à In-Salah, d’apport qualitatif pour la wilaya, précisant que les banques sont des institutions citoyennes appelées à contribuer au développement socio-économique et à répondre au mieux aux attentes des citoyens. M. Bendjima a, à cette occasion, salué le renforcement du réseau bancaire dans la wilaya, en mettant en relief l’engagement de ses services à fournir aux banques l’appui administratif et l’accompagnement nécessaires.

ENREGISTREMENT AUTOMATIQUES DE LA CONSOMMATION D’EAU
SEAAL lance une application intelligente

Poursuivant son virage numérique, la Société des eaux et de l’assainissement d’Alger (SEAAL) a dévoilé, mercredi 29 octobre 2025, deux initiatives majeures : le lancement d’une application intelligente pour la lecture électronique des compteurs et la mise en ligne de la version anglaise de l’ensemble de ses plateformes numériques.

Par Selma R

Ces innovations s’inscrivent dans le cadre du vaste programme de modernisation du service public et coïncident avec la célébration du 71e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre, symbole du renouveau et de la construction nationale. La nouvelle application intelligente de la SEAAL permettra la lecture et l’enregistrement automatiques de la consommation d’eau, grâce à des technologies numériques avancées. Objectif : améliorer la précision de la facturation, réduire les interventions sur le terrain et offrir un service plus fluide et plus transparent aux abonnés, précise la SEAAL dans un communiqué. Les agents de lecture pourront désormais effectuer leurs missions via des terminaux connectés, garantissant une transmission immédiate et sécurisée des données. Cette innovation contribuera également à mieux détecter les anomalies de consommation

et à renforcer la traçabilité des opérations. Dans une déclaration à cette occasion, le directeur général de la SEAAL, Mohamed Reda Boudab, a indiqué que « le lancement de cette application s’inscrit dans la volonté de l’entreprise d’adapter le service public de l’eau aux exigences d’efficacité, de transparence et de proximité, en phase avec les orientations du gouvernement en matière de transformation numérique ». Il a ajouté que « la SEAAL œuvre à bâtir une entreprise moderne et performante, capable d’anticiper les besoins du citoyen et de renforcer la confiance dans le service public ». Parallèlement, la SEAAL a annoncé la mise en ligne de la version anglaise de ses principales plateformes numériques, une première dans le secteur de l’eau en Algérie. Cette évolution concerne six plateformes clés : le site web officiel de la société, la plateforme de paiement électronique Fatorati, l’agence numérique Wakalti (en version web et mobile), la plateforme Khadamati (Mes services), le portail géo-

graphique et la plateforme d’information sur les travaux. Ce passage à l’anglais permet désormais à la jeunesse algérienne anglophone et aux partenaires étrangers d’accéder directement aux informations et services de la SEAAL, renforçant ainsi la transparence et l’ouverture internationale de l’entreprise. Cette double initiative s’inscrit dans la continuité des actions entreprises par la SEAAL ces dernières années pour numériser ses services, notamment avec le lancement de la facture électronique en anglais en mai dernier. Ensemble, ces projets traduisent la volonté de la société d’intégrer pleinement la stratégie nationale de digitalisation et de devenir un modèle de modernité dans la gestion des services publics. À travers ces avancées, la SEAAL confirme son engagement à placer le citoyen au cœur de sa stratégie, en proposant des services accessibles, fiables et évolutifs, tout en contribuant à la construction d’une Algérie connectée, performante et ouverte sur le monde.

AADL

Création de comités de coordination pour la prise de mesures proactives afin de prévenir les sinistres liés aux intempéries

L’Agence nationale de l’amélioration et du développement du logement (AADL) a décidé, mercredi, de créer des comités de coordination chargés de la prise de mesures proactives nécessaires, afin de prévenir les sinistres liés aux intempéries, indique l’Agence dans un communiqué. Cette décision a été prise lors d’une réunion de coordination par visioconférence, présidée par le Directeur

général de l’AADL, M. Riad Guem-dani, en compagnie du directeur général de la filiale de gestion immobilière Gest-immo, Djalel Eddine Dahmani, en application des instructions du ministre de l’Habitat, de l’Urbanisme, de la Ville et de l’Aménagement du territoire, M. Mohamed Tarek Belaribi, pour une coordination efficace des interventions en situation d’urgence liées aux intempéries enregistrées dans les différentes ré-

gions du pays, tout en assurant une intervention rapide et instantanée, précise le communiqué. A cette occasion, le DG de l’AADL a décidé de "créer un comité de coordination au niveau national et des comités au niveau régional chargés de la coordination et de la prise de mesures proactives, afin d’éviter tout sinistre au niveau des cités", ajoute la même source. Il a, en outre, insisté sur "la préparation lo-

gistique au niveau de chaque direction régionale et des unités de Gest-immo, à l’effet d’assurer une intervention efficace et rapide en situations d’urgence liées aux intempéries", selon l’AADL. Lors de cette réunion, il a été recommandé "de lancer une vaste opération de curage des avaloirs dans les cités et quartiers et de traiter, en temps réel, les points noirs", conclut le document.

SIPA 2025

Plus de 200 exposants attendus à la 10e édition prévue du 6 au 9 novembre à ORAN

Plus de 200 exposants nationaux et étrangers sont attendus à la 10e édition du Salon international de la pêche et de l’aquaculture (SIPA 2025), prévue du 6 au 9 novembre prochain à Oran, indique, mercredi, un communiqué de la direction générale de la pêche et de l’aquaculture. Placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l’édition de cette année se tiendra sous le thème "Pêche et aquaculture, innovation et partenariats", en présence d’organisations internationales, d’institutions financières

et d’experts de plusieurs pays, ainsi que de délégations officielles et professionnelles de 18 Etats notamment le Sultanat d’Oman, invité d’honneur de cette édition. Cet événement biennal constituera un espace pour exposer les opportunités d’investissement offertes dans le secteur, notamment dans les domaines de l’aquaculture, de la construction navale, des industries de transformation, des techniques de conditionnement et de distribution, ainsi que dans les domaines du financement et de l’assurance maritimes, selon la direction relevant du ministère de l’Agriculture,

du Développement rural et de la Pêche. Le SIPA 2025 verra l’organisation d’ateliers techniques et de conférences scientifiques, en partenariat avec des organisations régionales et internationales, à l’instar de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) et l’Initiative Ouest-Med, outre l’examen de thématiques liées au changement climatique, à intelligence artificielle et à l’entrepreneuriat maritime. Le Salon consacrera également un espace dédié aux Start-up et aux projets

innovants, afin de renforcer l’utilisation de la technologie dans les chaînes de valeur maritimes, et de permettre aux jeunes de présenter leurs projets devant les investisseurs et les bailleurs de fonds. Le SIPA 2025 sera une opportunité pour faire la promotion de l’Algérie en tant que "centre régional de coopération arabo-africaine dans le domaine de la pêche, d’autant plus que cet événement sera ponctué par des rencontres de partenariat et de coopération entre les acteurs nationaux et internationaux, dans le cadre de la présence africaine et arabe croissante à cette édition".

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉALISATION DE ROUTES, DÉDOUBLEMENT ET RÉHABILITATION

Des projets structurants prévus pour 2026

Le projet de loi de finances 2026 consacre une place importante au développement du réseau routier national, avec une série de projets répartis de manière équilibrée entre les différentes wilayas. Présentant ce programme devant le Conseil de la Nation, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a souligné que ces investissements visent à moderniser les infrastructures routières, améliorer la sécurité et soutenir la dynamique économique régionale.

Par Adem A.

Selon le ministre, plusieurs opérations ont été inscrites au titre du PLF 2026, touchant aussi bien la réalisation de nouvelles routes que le dédoublement et la réhabilitation des axes existants. « Nous travaillons à maintenir un niveau de service satisfaisant pour les usagers, tout en préparant à moyen terme le dédoublement des grands axes structurants », a-t-il déclaré. Un volet majeur de ce plan concerne la route nationale RN1, axe vital reliant Ghardaïa, El Menia et In Salah. À El Menia, un tronçon de 23 km a été programmé pour une enveloppe de 1,01 milliard de dinars. À In Salah, deux opérations couvrant 41 km sont prévues pour un montant global de 3,3 milliards de dinars. Par ailleurs, la wilaya d’El Menia bénéficie de trois opérations en cours couvrant 84 km, financées à hauteur de 4,8 milliards de dinars, et de trois autres opérations de renforcement sur 52 km. Ces efforts, a expliqué M. Djellaoui, s’inscrivent dans une stratégie graduelle : « Le dédoublement complet de la RN1 et celui de la RN51, qui relie Timimoun, sont prévus à travers des étapes successives et étudiées. Nous avançons selon une planification technique et financière rigoureuse », a-t-il précisé. Dans la wilaya de Touggourt, le PLF 2026 prévoit la réalisation d’une rocade ouest de 17 km, inscrite dans le programme triennal 2026-2028, pour un montant estimé à 3 milliards de dinars. À Adrar, la modernisation de l’axe Tsa-bit-Adrar-Reggane portera sur une distance de 75 km, avec une enveloppe de 7,5 milliards

de dinars. Le développement du réseau routier touche également le nord du pays, notamment à Bejaïa, où deux opérations d’envergure concernent la RN9 reliant Bejaïa à Sétif. Elles portent sur l’aménagement des anciens tunnels de Kherrata (3,8 milliards de dinars) et sur la protection des pentes montagneuses des gorges de Kherrata (1,5 milliard de dinars). Abdelkader Djellaoui a insisté sur le fait que le secteur des travaux publics « poursuivra son action avec sérieux et persévérance, malgré les contraintes financières et techniques, afin de développer des infrastructures durables, sécurisées et adaptées à la croissance du trafic routier ». Ces projets traduisent la volonté du gouvernement de renforcer la connectivité nationale et de soutenir la relance économique. Dans cet esprit d’amélioration du réseau, deux tronçons de la route reliant l’échangeur du 5 Juillet à Kheraicia (7 km, de l’échangeur du 5 Juillet à celui de Baba Hassen) ont été mis en service, jeudi dernier à Alger. Ces ouvrages permettent de désengorger le trafic dans plusieurs communes et d’alléger la pression sur la rocade sud. Le secrétaire général de la wilaya d’Alger, Abderahmane Rahmani, a indiqué que la route deviendra, une fois totalement livrée, « un axe principal du réseau routier de la capitale, améliorant considérablement la circulation entre Bab El Oued et Kheraicia ». Le troisième tronçon, reliant Baba Hassen à Kheraicia sur 3 km, sera achevé au deuxième trimestre 2026, selon le directeur des travaux publics de la wilaya, Hamid Bouazgui, qui a précisé que le taux d’avancement actuel est de 25 %. Des

projets complémentaires sont également prévus, notamment la réalisation d’une trémie au niveau du complexe Mohamed-Boudiaf et d’un échangeur reliant la rocade sud à la nouvelle route. M. Djellaoui a salué à cette occasion « la coordination exemplaire entre les différents intervenants », rappelant que « la modernisation du réseau de la capitale constitue une priorité nationale, au service de la mobilité et du développement urbain durable ». Au cours de l’année 2025, plusieurs projets routiers d’envergure ont été réalisés ou lancés à travers le pays. À Mascara, un nouveau tunnel a été inauguré dans le centre-ville de Mohammadia pour désengorger un passage ferroviaire saturé. Dans la capitale, la construction d’un échangeur reliant Saoula à Birkhadem et le dédoublement de la route nationale 38 (entre DjasrKasentina, Saoula et El Harrach) ont reçu la déclaration d’utilité publique. Parallèlement, le chantier de dédoublement de la route nationale 27, reliant Constantine, Mila et Jijel, avance à un rythme soutenu, avec une livraison prévue avant la fin de l’année 2025 pour le tronçon de 27,4 kilomètres. Le ministre des Travaux publics a rappelé que la programmation des projets routiers doit désormais s’inscrire dans une logique régionale afin de garantir une meilleure interconnexion entre les wilayas. Ces différentes réalisations confirment que le secteur des infrastructures routières avance résolument vers la concrétisation des engagements pris, traduisant sur le terrain la politique d’aménagement et de modernisation impulsée par l’État.

71° ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE DE LIBÉRATION
Le président Tebboune préside la cérémonie de remise des médailles

Le président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, samedi, au Palais du Peuple à Alger, la cérémonie de remise des médailles à l’occasion de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale. À son arrivée au Palais du Peuple, le président de la République a été accueilli par le général d’Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d’État-major de l’Armée nationale populaire (ANP). Le chef de l’État a écouté l’hymne national avant de passer en revue des détachements des différentes forces de l’ANP qui lui ont rendu les honneurs. Plus tôt dans la journée, le président Tebboune s’est recueilli au Sanctuaire du Martyr (Alger) à la mémoire des héros de la glorieuse Guerre de libération nationale. À cette occasion, il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et récité la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des chouchada de la Révolution du 1er Novembre 1954. La cérémonie de recueillement s’est déroulée en présence de hauts responsables de l’État et de membres du gouvernement.

INDUSTRIE MILITAIRE

L’ANP poursuit le parcours de l’ALN avec mérite et succès

L’approvisionnement en armes a constitué la principale préoccupation de l’Armée de libération nationale (ALN), dès le déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954 et, conscient de ce facteur, le commandement de la Révolution a jeté, au plus fort de la guerre, les bases d’une industrie militaire nationale, maintenue à ce jour avec mérite par l’Armée nationale populaire (ANP). Alors que la guerre faisait rage dès 1956 et s’étendait dans le sillage des victoires que la Révolution ne cessait de réaliser, et après le Congrès de la Soummam, la direction de la Révolution décida de miser sur les efforts nationaux pour produire ses propres armes, quelles que soient les circonstances. En effet, tout avait commencé lorsque deux jeunes moudjahidine, membres de l’ALN, ont réussi à confectionner un prototype d’une grenade. Celle-ci a été présentée à Abdelhafid Boussouf et Houari Boumediene qui avaient réagi en disant: "s'ils ont coulé une grenade, ils peuvent bien le faire pour une mitrailleuse", selon des témoignages du moudjahid le commandant Mohamed Boudaoud dit "Si Mansour". Une première fonderie secrète a ainsi été créée en 1956 et qui avait fabriqué le premier prototype de ce qui a été appelé

"la grenade anglaise" et ce, à la demande d'Abdelhafid Boussouf, puis "la grenade américaine" avant la création des premiers ateliers de fabrication d'armes à partir de 1957 au niveau des frontières Ouest du pays. Les ateliers se spécialisaient dans la conception et la fabrication de mitrailleuses, de pièces pour canons, d'obus ainsi que de divers composants des mitrailleuses et d'autres armes légères, en plus des chargeurs et de produits chimiques. Ces activités étaient supervisées par Mohamed Boudaoud, responsable de l'armement et de l'approvisionnement général à l'ouest du pays. Les unités de fabrication d'armes dans cette région avaient joué un rôle crucial durant la Guerre de libération, produisant dans une première phase des explosifs avant 1960 puis la fabrication de diverses armes. Elles ont réussi à produire 10.000 mitrailleuses, ainsi que des obus de calibre 60 mm, atteignant un rythme de production de 6 à 7 000 obus par trimestre, avec un total d'environ 50.000. A l'indépendance, et avec la création de l'Armée nationale populaire (ANP), l'Algérie a su capitaliser l'expertise acquise durant la guerre dans la fabrication et la maintenance des armes et équipements militaires en établissant les premières unités spécialisées, devenant

le noyau d'une industrie militaire nationale. Ces initiatives s'inscrivaient dans une dynamique économique et l'élan d'édification nationale visant à réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger. Cette orientation s'est traduite sur le terrain par la création de nombreuses usines et entreprises dans le cadre de la modernisation de l'Armée, en la dotant de ressources humaines, tout en développant la recherche scientifique militaire des unités de l'ANP.

Investir dans la ressource humaine et les technologies avancées

Dès le recouvrement de la souveraineté nationale, l'idée de promouvoir une industrie militaire nationale avait commencé à se concrétiser. Une cellule de réflexion est ainsi constituée pour concevoir une stratégie de développement de cette activité vitale. Les industries nationales de défense ont, de ce fait, vu le jour parallèlement à la réalisation d'études techniques dans divers domaines. Cela a culminé en 1974 avec la mise en place de la délégation des réalisations et des industries militaires, devenue plus tard la Direction des industries militaires au sein du ministère de la Défense nationale. Cette structure a jeté les

bases d'une industrie militaire répondant aux exigences de modernisation de l'armée et des avancées technologiques mondiales. Ces dernières années, l'industrie militaire nationale a connu des avancées notables sous la supervision du président de la République, et Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, s'accordent à relever les observateurs. Le taux d'intégration nationale progresse constamment et la diversification des produits se voit renforcé d'année en année grâce à des partenariats stratégiques. Ces produits comprennent des armes, des véhicules divers (blindés, camions, véhicules légers), des équipements de télécommunication et des systèmes électroniques. La stratégie actuelle, supervisée par la Direction des industries militaires, est constituée de nombreuses entreprises spécialisées et se concentrent sur la fabrication d'équipements comme les véhicules blindés, les radars, les systèmes électroniques de défense, des armes individuelles et collectives, et même la construction et la réparation navales. L'Algérie dispose aujourd'hui d'institutions qui sont le cœur battant de l'industrie militaire nationale.

ALGÉRIE-TCHÉQUIE

La coopération bilatérale en matière de protection civile examinée

Le directeur général de la protection civile, M. Boualem Bourelaf, a reçu, jeudi, l'ambassadeur de la République tchèque en Algérie, M. Jan Czerny, avec lequel il a examiné les moyens de développer les domaines de coopération entre les deux pays en matière de protection civile, indique un communiqué de ce corps de sécurité.

Lors de cette rencontre, "les deux parties ont passé en revue les expériences des deux pays en matière de gestion des catastrophes et d'intervention en situations d'urgence, et examiné les opportunités d'échange d'expertises techniques et scientifiques, outre l'élargissement des domaines de coordination entre le corps de la protection civile algérienne et son homologue tchèque", précise le communiqué.

Les deux parties ont également évoqué les préparatifs en cours de la visite prévue en Algérie d'une délégation du Service de sauvetage et de lutte anti-incendie de la République tchèque, afin de "renforcer le partenariat et d'activer les programmes de coopération dans le domaine de la sécurité civile et de la protection contre les risques majeurs". La direction générale de la protection civile affirme, à travers cette rencontre, "sa volonté constante de s'ouvrir aux expériences internationales pionnières et d'échanger les meilleures pratiques, afin de développer la performance de ses services et d'élever leur niveau de préparation face aux différents risques pour préserver les vies humaines et les biens", conclut le communiqué.

MONNAIE

Le dollar profite des doutes sur une future baisse de taux de la Fed

Le dollar poursuit sa progression vendredi, encore porté par le ton plus ferme qu'attendu du président de la Réserve fédérale (Fed) Jerome Powell, qui a diminué les attentes quant à la poursuite de la détente monétaire de l'institution. Vers 15H15 GMT, le billet vert prenait 0,34% à l'euro, à 1,1516 dollar, au plus haut depuis début août. Sur le mois, la devise américaine a même repris plus de 1,80% à la monnaie unique européenne.

ELECTRICITÉ

Lancement dès l'année prochaine de l'opération de réhabilitation du système "SCADA"



Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a affirmé, jeudi à Alger, que le secteur procédera, dès 2026, à la réhabilitation du système de maîtrise et de télésurveillance du réseau de transport et de distribution de l'électricité, dit "SCADA", dans le but d'améliorer davantage le service public de l'électricité sur l'ensemble du territoire national.

Lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales et présidée par Azouz Nasri, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, le ministre a précisé que le projet de réhabilitation du système "SCADA", qui sera mis en œuvre

sur une période de cinq ans, nécessitera des investissements considérables. L'entreprise chargée de sa réalisation a déjà été sélectionnée, et la première phase de l'opération débutera dans les grandes villes avant d'être étendue progressivement à l'ensemble des wilayas du pays. Grâce au système "SCADA", les centres de supervision et de contrôle relevant du groupe Sonelgaz, peuvent localiser avec précision les pannes sur les réseaux régionaux de distribution d'électricité, facilitant ainsi une intervention rapide pour leur réparation.

Par ailleurs, M. Adjal a réaffirmé la mobilisation permanente du secteur de l'Energie et des Energies renouvelables pour répon-

dre aux besoins des citoyens en électricité et en gaz, conformément aux orientations du président de la République, qui a instruit de trouver des solutions pour approvisionner toutes les wilayas du pays en électricité, y compris les zones éloignées, notamment par l'exploitation de panneaux solaires.

Evoquant les dommages causés par les travaux urbains anarchiques à proximité des réseaux électriques et gaziers, le ministre a insisté sur l'importance de renforcer la sensibilisation à ce sujet, soulignant que la sécurité des citoyens demeure une priorité absolue, et que le ministère, en coordination avec les walis, œuvre à résoudre ces questions dans plusieurs wilayas du pays.

AU 3^e TRIMESTRE 2025

La demande mondiale d'or atteint un nouveau record

La demande mondiale d'or a atteint 1.313 tonnes au troisième trimestre, en hausse de 3 % sur un an, son plus haut niveau trimestriel jamais enregistré, selon un rapport du Conseil mondial de l'or "World Gold Council" (WGC).

En valeur, la progression est encore plus marquée, avec une hausse de 44 % à un record de 146 milliards de dollars, précise le rapport. Depuis le début de l'année, la demande totale s'élève à 3.717 tonnes, soit 1 % de plus qu'en 2024, pour une valeur de 384 milliards de dollars (+41 % sur un an). Les investisseurs ont largement dominé

le marché, avec des achats massifs de fonds indiciels (ETF) totalisant 222 tonnes, tandis que la demande de lingots et de pièces est restée soutenue pour le quatrième trimestre consécutif à 316 tonnes.

Les banques centrales ont poursuivi leurs achats d'or, totalisant 220 tonnes au troisième trimestre (+28 % par rapport au trimestre précédent), bien que leur rythme d'acquisition depuis le début de l'année (634 t) soit inférieur à celui observé sur les neuf premiers mois de 2024 (724 t).

En revanche, la demande de bijoux a reculé de 10 % sur un an à 371 tonnes,

pénalisée par la flambée des prix, malgré une hausse de 13 % en valeur, à 41 milliards de dollars.

Par ailleurs, la demande d'or utilisée dans les technologies, notamment les composants électroniques, a légèrement diminué, ajoute la même source. Les prix au comptant de l'or ont augmenté de 50 % depuis le début de l'année après avoir atteint un niveau record de 4 381 dollars l'once le 20 octobre dernier en raison de la demande de valeurs refuges stimulée par les tensions géopolitiques et l'incertitude tarifaire aux Etats-Unis.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,60	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	-0,16	-0,34	9,07	5,52	4429	6 244 890,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	0,34	2,22	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 260,00	2265,00	0,22	6,09	0,36	10,80	5,52	143604	325 263 060,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	-3,89	-4,93	4,80	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	0,58	-0,42	3,78	5,25	0	0,00

SIGNATURE DE CONTRATS GAZIERS MONDIAUX EN OCTOBRE

L’Algérie et l’Arabie saoudite au haut du podium

Le mois d’octobre 2025 a été particulièrement dynamique pour le secteur gazier mondial. Selon la plateforme spécialisée «Attaqa», l’Algérie et le Royaume d’Arabie saoudite se sont hissés en tête de la liste des pays ayant conclu les contrats gaziers les plus importants, suivis par l’Égypte, le Qatar, l’Irak et les Émirats arabes unis.

Par Réda Hadi

Ces accords illustrent la vitalité du secteur énergétique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que la volonté des États producteurs d’accroître leur capacité de production et d’exportation. La transaction la plus significative du mois est revenue à l’Arabie saoudite, avec un contrat colossal de 11 milliards de dollars signé avec un consortium international composé du Fonds public d’investissement saoudien (PIF), de la société émiratie Mubadala, du fonds souverain singapourien GIC et du Fonds arabe de l’énergie. Cet accord vise le développement du champ de Jafoura, considéré comme le plus grand projet de gaz non associé du royaume, c’est-à-dire non accompagné de pétrole brut. Les réserves du champ de Jafoura sont estimées à 229 000 milliards de pieds cubes, ce qui en fait un pilier stratégique du plan d’expansion d’Aramco. L’entreprise publique saoudienne prévoit d’augmenter sa production gazière de 60 % d’ici 2030, une étape cruciale pour répondre à la demande intérieure et renforcer la position du royaume sur les marchés mondiaux de l’énergie. Dans le même esprit, l’Algérie a enregistré un accord majeur avec l’Arabie saoudite portant sur l’exploration et l’exploitation d’hydrocarbures dans le périmètre d’Illizi Sud. Le contrat, signé à Alger, lie la compagnie nationale Sonatrach à la société saoudienne Madad Energy North Africa. Il s’agit d’un contrat de partage de production d’une durée initiale de 30 ans, renouvelable pour dix années supplémentaires. Selon Sonatrach, le partenaire saoudien assurera le financement intégral des opérations d’exploration et de développement, pour un montant global d’environ 5,4 milliards de dollars, dont 288 millions consacrés à la phase de recherche. Les deux parties visent, à terme, une production totale estimée à 993 millions de barils

équivalent pétrole, comprenant 125 milliards de mètres cubes de gaz commercialisable, 204 millions de barils d’hydrocarbures liquides, dont 103 millions de barils de GPL et 101 millions de barils de condensats. Cet accord s’inscrit dans la stratégie énergétique de l’Algérie visant à attirer davantage d’investissements étrangers et à renforcer la coopération avec les pays arabes dans le domaine des hydrocarbures, tout en consolidant la position du pays comme acteur clé du marché gazier africain et méditerranéen.

Le Qatar et l’Inde consolident leur partenariat énergétique

Parmi les autres transactions marquantes, figure l’accord entre le Qatar et l’Inde pour la fourniture annuelle d’un million de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) sur une période de 17 ans, à compter de 2026. Ce contrat a été signé avec la société pétrolière de l’État du Gujarat. L’Inde demeure le deuxième plus grand importateur de GNL qatari, avec près de 2,7 millions de tonnes importées au troisième trimestre 2025, selon le rapport sur l’« Évolution des marchés arabes et mondiaux du gaz liquéfié ». L’Égypte n’est pas en reste. Le Caire a conclu un accord stratégique pour la liquéfaction du gaz du champ chypriote Chronos, dont les réserves sont estimées à 3,2 billions de pieds cubes. Ce gaz sera exporté vers l’Europe à travers les terminaux égyptiens d’Idku et de Damiette, renforçant le rôle du pays comme plateforme énergétique régionale en Méditerranée orientale. Le gouvernement égyptien a également signé un contrat avec la compagnie britannique BP pour le forage de cinq nouveaux puits en Méditerranée, via la plateforme géante Valaris DS-12. Les opérations, à des profondeurs variant entre 300 et 1 500

mètres, visent à accroître la production gazière et à optimiser l’utilisation des infrastructures existantes. En Irak, le gouvernement de Mohamed Chiaa Al-Soudani a signé un contrat avec la société américaine Excelerate Energy pour la construction d’une unité flottante de regazéification (FSRU) d’une capacité de 15 millions de mètres cubes par jour. Ce projet, l’un des plus ambitieux d’octobre 2025, a pour objectif de garantir l’approvisionnement en gaz des centrales électriques et de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations. Il s’inscrit dans le cadre d’un plan national visant à atteindre l’autosuffisance énergétique d’ici 2028. L’ensemble de ces accords reflète une dynamique régionale sans précédent dans le secteur gazier. L’Algérie et l’Arabie saoudite, en tête de ce mouvement, confirment leur rôle moteur dans la reconfiguration du paysage énergétique mondial, marquée par une diversification des partenariats, une valorisation accrue des ressources naturelles et une vision tournée vers la sécurité énergétique et le développement durable. Dans cette optique de captation d’investissements, le Président directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, M. Nouredine Daoudi, a reçu, jeudi, une délégation de la compagnie américaine Chevron, conduite par le directeur exécutif du développement commercial, M. Frank Mount, indique un communiqué du groupe public. Lors de cette rencontre, tenue au siège de la Direction générale du groupe, en présence de ses cadres dirigeants, les deux parties ont fait le point sur l’état d’avancement des discussions relatives à la concrétisation de l’accord de principe signé, le 13 juin 2024, entre Sonatrach et Chevron. L’accord porte sur le développement des ressources pétrolières et gazières dans les zones d’intérêt commun identifiées dans les bassins d’Ahnet et de Berkine, selon la même source.

BILAN FINANCIER DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2025 Ooredoo affiche des indicateurs de croissance positifs

Le Groupe de télécommunications Ooredoo a rendu public ses résultats financiers des neuf premiers mois de 2025, affichant des indicateurs positifs pour Ooredoo Algérie comparativement à la même période de l’année 2024. En effet, Ooredoo Algérie a maintenu sa forte trajectoire de croissance, récoltant les bénéfices d’investissements stratégiques visant à étendre et à renforcer davantage son réseau à l’échelle nationale. En chiffres, les revenus de Ooredoo Algérie ont atteint 88,3 milliards de DA aux neuf premiers mois de 2025, contre 77,3 milliards de dinars algériens par rapport à la même période de 2024, soit une progression de 14,2 %. Le parc client atteint 15 millions de clients à fin Septembre 2025 contre 14,49 millions d’abonnés au terme de la même période de l’année 2024, soit une expansion de 3,4 %. Le bénéfice avant intérêts, impôts (taxes), dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations (EBITDA), s’est établi à 40,5 milliards de dinars algériens, contre 33,4 milliards à la même période l’année 2024, soit une augmentation de 21,1%. Au cours des trois premiers trimestres de 2025, l’entreprise a investi près de 19,4 milliards de dinars algériens, contre 10,8 milliards à la même période de l’année 2024, soit une évolution de 80,3%. A l’annonce de ces résultats, le Directeur général de Ooredoo Algérie, M. Roni THOME a déclaré : « Les neuf premiers mois de l’année 2025 ont été marqués par une dynamique stratégique soutenue pour Ooredoo Algérie, illustrant la solidité et la pertinence de notre vision ambitieuse. Grâce à des investissements ciblés et continus, notre programme d’extension du réseau national et de modernisation des infrastructures a permis de consolider notre présence sur l’ensemble du territoire, notamment dans le cadre du Service Universel des Télécommunications (SUT), en connectant les régions les plus éloignées et à faible densité démographique. Dans la perspective du lancement prochain de la 5G en Algérie, Ooredoo a engagé d’importants investissements technologiques destinés à déployer une infrastructure de nouvelle génération, capable de répondre aux besoins croissants en matière de très haut débit et de connectivité à grande échelle. Fidèle à son engagement en faveur de l’innovation et de l’excellence, Ooredoo Algérie réaffirme sa détermination à poursuivre, avec rigueur et engagement, la mise en œuvre de sa feuille de route stratégique au service de ses clients, de ses partenaires et du développement numérique en l’Algérie. »

CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE L'ENVIRONNEMENT

Adoption d’une décision pour généraliser l’expérience algérienne du barrage vert

Par R. E.

Les travaux de la réunion de la 36e session du Conseil des ministres arabes chargés de l’environnement (26-30 octobre), tenue à Nouakchott (Mauritanie), ont été couronnés par l’adoption d’une décision commune qui salue l’expérience algérienne en matière de lutte contre la désertification, à travers le projet du barrage vert, et stipule de la généraliser au niveau arabe, à indiqué, jeudi, un communiqué du ministère de l’Environnement et de la Qualité de la vie. Les travaux du Conseil ont été sanctionnés par "l’adoption d’une décision interministérielle au niveau du conseil qui salue l’expérience algérienne pion-

nière en matière de lutte contre la désertification, à travers le projet du barrage vert, et demande au secrétariat technique de généraliser cette expérience, en invitant les pays membres et les organisations arabes spécialisées dans ce domaine à en bénéficier", précise le communiqué. Dans une allocution prononcée à cette occasion, la ministre de l’Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou a exposé les efforts de l’Algérie en matière de promotion de la pratique environnementale et de renforcement de l’équilibre écologique, en concrétisation des objectifs du développement durable, soulignant que "toutes les réalisations de développement en Algérie reposent sur l’équilibre entre les

exigences communautaires et les variations climatiques, notamment au niveau international, tout en adaptant sa politique dans ce cadre". A ce propos, la ministre a précisé que "tous les mégaprojets en cours veillent à la réalisation de cet équilibre, notamment les projets de stations de dessalement de l’eau de mer en vue de garantir la sécurité hydrique, le barrage vert, les projets visant à promouvoir la transition énergétique, et d’autres projets pour consacrer l’économie circulaire, outre les mécanismes d’édification institutionnelle", ajoute la même source. A cette occasion, Mme Krikou a réaffirmé "la disposition de l’Algérie à soutenir toutes les initiatives visant à promouvoir les pratiques environnementales au

niveau arabe, dans tous ses domaines, et ce, dans le cadre du renforcement de la coopération arabe", selon le communiqué. En marge de la réunion, la ministre a tenu des rencontres avec ses homologues de l’Etat du Qatar et du Sultanat d’Oman, avec lesquels, elle a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale et la coordination des positions, en prévision des prochaines échéances régionales et internationales dans le domaine de l’environnement, notamment dans le cadre de la participation à la 30e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 30), prévue en novembre prochain à Belém (Brésil), lit-on dans le communiqué.

ORAN

Environ 25.000 visiteurs aux Journées de l'enfant pour l'éducation interactive "Khotwatok"

La quatrième édition des Journées de l'enfant pour l'éducation interactive "Khotwatok", qui a pris fin, vendredi soir au Palais des expositions d'Oran, a été marquée par une forte affluence d'environ 25.000 visiteurs. Zaki Soufi, chargé de l'organisation de cet événement, a indiqué dans une déclaration à l'APS que près de 25.000 élèves ont visité cette édition, soit plus de 4.000 enfants par jour, issus principalement du cycle primaire et des classes préparatoires des établissements éducatifs d'Oran, mais aussi des écoles privées des wilayas de l'Ouest du pays, des scouts musulmans algériens et d'autres groupes. Les enfants ont bénéficié de nombreux ateliers pédagogiques, espaces éducatifs et zones d'exploration, offrant des activités innovantes gratuites, attirant un grand nombre de visiteurs notamment dans les villages pédagogiques consacrés à la santé, au sport, à l'environnement, à la nutrition saine, aux métiers d'avenir, aux arts et à la créativité, ainsi qu'à des activités de développement des capacités physiques et intellectuelles des enfants. Le salon a proposé près de 30 ateliers éducatifs, tels que le tri sélectif, le petit constructeur, le petit médecin, le petit journaliste, le petit agriculteur, le dentiste, le théâtre, les jeux sportifs et la sécurité routière, entre autres, dans le but de développer les compétences de l'enfant, de l'éduquer et de le préparer à l'avenir. En marge de cette manifestation, organisée sur six jours par l'agence "Win Advanced" en coordination avec la direction de l'éducation, des conférences et séminaires ont également été animés au profit des parents d'élèves, abordant les bonnes pratiques éducatives et d'autres thèmes liés à la pédagogie.

IN-SALAH

Inauguration d'une nouvelle agence de la Banque nationale d'Algérie

Une nouvelle agence de la Banque nationale d'Algérie (BNA) a été inaugurée dans la wilaya d'In-Salah, au titre de sa stratégie de renforcement de son réseau sur le territoire national et d'accompagnement des projets d'investissement, a-t-on appris vendredi de cette institution. S'exprimant lors de la cérémonie d'inauguration et de mise en service de cette nouvelle agence, le directeur général de la BNA, Samir Tamrabet, accompagné des autorités locales, a souligné que la BNA s'engage à couvrir l'ensemble du territoire national afin d'assurer des prestations bancaires de qualité aux citoyens et d'accompagner l'investissement public et privé. Et d'ajouter que la BNA prévoyait d'ouvrir prochainement une autre agence dédiée au financement islamique à In-Salah. Le chef de l'exécutif local, Abdelkader Bendjima, a pour sa part, qualifié cette nouvelle agence, quatrième du genre à In-Salah, d'apport qualitatif pour la wilaya, précisant que les banques sont des institutions citoyennes appelées à contribuer au développement socio-économique et à répondre au mieux aux attentes des citoyens.

ALGER

Lancement d'une opération de distribution de plus de 2300 logements toutes formules confondues

Le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a présidé, jeudi à Alger, le lancement d'une opération de distribution de 2.349 logements, toutes formules confondues, à l'occasion de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale.

Dans son allocution lors de la cérémonie de remise des clés aux bénéficiaires, M. Rabehi a précisé que ce quota de logements était réparti sur 1.473 unités de la formule de Logement promotionnel aidé (LPA) et Logement social participatif (LSP), 400 unités de la formule Logement public locatif (LPL), 245 logements destinés à l'éradication de l'habitat précaire, ainsi que 231 unités de la formule Logement promotionnel libre (LPL).

Cette opération reflète "la dimension sociale de la politique de l'Etat et son attachement constant à préserver la dignité du citoyen et à promouvoir la justice sociale dans la distribution des logements, toutes formules confondues", a-t-il souligné, ajoutant qu'il "ne s'agit pas seulement d'une cérémonie de remise des clés, mais bien d'un message d'espoir et de fidélité qui traduit l'engagement de l'Etat algérien à servir ses citoyens et à répondre à leurs besoins fondamentaux dans le

cadre d'une vision de développement global qui place le citoyen au cœur de ses priorités". La cérémonie de remise des clés et des décisions d'attribution s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Lahbib Ben Boulaïd, de membres des deux chambres du Parlement, des walis délégués des circonscriptions administratives, des représentants des organisations de la famille révolutionnaire et de la société civile.

EL-MENIAA

Plusieurs projets pour améliorer l'approvisionnement en eau potable

La wilaya d'El-Meniaa a bénéficié de plusieurs projets susceptibles d'améliorer l'approvisionnement des habitants en eau potable et de renforcer les capacités de stockage de cette ressource vitale, a-t-on appris mercredi de la direction locale des ressources en eau (DRE). Il s'agit d'un vaste programme de développement réparti en plusieurs lots, portant sur la réhabilitation et l'extension du réseau d'eau potable sur 27 km à

travers les trois communes de la wilaya (El-Meniaa, Hassi Lefhal et Hassi El-Gara), a expliqué le directeur du secteur, Ahmed Cherif. Ce programme, qui a nécessité un financement de 150 millions de DA, puisés dans le Plan sectoriel du développement (PSD), consiste en la rénovation et l'extension du réseau vers les zones connaissant des perturbations de distribution, notamment durant la saison estivale, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, des travaux de réalisation de nouvelles installations de stockage ont également été lancés, à savoir un réservoir sous terrain d'une capacité de 1.500 m3 dans le quartier de Taghit et un château d'eau de 1.000 m3 au niveau du nouveau pôle urbain de Hassi El-Gara, selon le responsable. En outre, la DRE, prévoit la mise en service de quatre nouveaux réservoirs d'une capacité globale de 3.000 m3, avant la

fin de l'année en cours, ce qui permettra d'accroître les capacités de stockage et l'approvisionnement des habitants en AEP, a-t-on indiqué. Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour assurer un approvisionnement régulier et durable en eau, conformément à la politique de l'Etat visant à améliorer le service public de l'eau et les conditions de vie des citoyens, souligne même source.

AÏN TEMOUCHENT

Création d'un nouveau pôle urbain dans la commune de Beni Saf

La commune de Beni Saf, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, s'est dotée d'un nouveau pôle urbain, a indiqué, jeudi, le directeur du logement, Nadjiballah Kaddour. Ce pôle urbain, implanté dans la zone de Boukerdane, selon le plan d'occupation des sols, s'étend sur une superficie totale de 6 hectares. Il est destiné à accueillir des programmes de logements et des équipements publics, dans le cadre des différents programmes de déve-

loppement, a précisé le même responsable. A l'occasion de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a procédé, jeudi, à la pose de la première pierre d'un projet de 200 logements publics locatifs (LPL) au sein de ce nouveau pôle urbain. Ce projet qui devrait également être doté d'un groupe scolaire a bénéficié

d'une enveloppe financière de 646,76 millions de dinars et devra être réalisé dans un délai n'excédant pas 14 mois, selon les précisions fournies sur le site. Le wali d'Aïn Temouchent a souligné l'importance d'une exploitation optimale de ce nouveau pôle urbain, en veillant à ce qu'il soit conforme à la vocation touristique de la commune de Beni Saf, tout en insistant sur le respect des délais de réalisation du projet de logement.

BOUMERDES

Lancement début novembre de la distribution de plus de 1.500 logements

La commune de Boudouaou, au Nord de Boumerdes, entamera à partir du 1er novembre, la distribution de 1.517 logements, a annoncé, mercredi, la wali Fouzia Naama. Dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite d'inspection et d'inauguration de plusieurs projets de développement inscrits dans le cadre de la célébration du 71e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, Mme.Naama a souligné que "l'opération se déroulerait progressivement jusqu'à la fin de l'année".

Sur l'ensemble du programme prévu, près de 1.400 unités seront distribuées au titre du logement public locatif (LPL) et une centaine d'autres dans la formule du logement promotionnel aidé (LPA), auxquelles s'ajoutent plusieurs aides à l'habitat rural. Par ailleurs, près de 500 logements sociaux supplémentaires, inscrits dans un programme global de 1.019 unités à Boudouaou, seront attribués progressivement à partir du premier trimestre de l'année prochaine, selon la même source. Concernant le projet de 750 logements,

toutes formules confondues, en cours de réalisation dans les communes de Boumerdes, Tidjelabine et Corso (destiné à l'éradication des chalets et de l'habitat précaire), la wali a indiqué que les travaux avancent et que la livraison interviendra prochainement. Elle a, également, souligné le lancement des travaux de préparation du site destiné à l'accueil des divers équipements du projet du pôle urbain de Sidi Hallou à Boudouaou, qui comptera plus de 29.000 logements de différentes formules.

UKRAINE

Le plan européen de saisie des avoirs russes détruit un levier crucial pour la paix

Bruxelles semble incapable de comprendre que l'argent gelé est un levier pour la paix. Au lieu de cela, elle est prête à le céder.



Par Mark Episkopos (*)

Le mois dernier, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Lituanie, Gabrielius Landsbergis, a diagnostiqué avec concision que l'Europe était coincée dans un perpétuel « Jour sans fin » géopolitique [Un jour sans fin (Groundhog Day), ou Le Jour de la marmotte au Québec, est une comédie romantique et fantastique américaine réalisée par Harold Ramis]. Landsbergis a tout à fait raison, mais pour des raisons qui ne le font pas sourire.

Le problème de l'Europe n'est pas son hésitation à affronter la Russie, une qualité dont elle fait largement preuve, mais son insistance à privilégier des mesures à court terme plutôt qu'une stratégie réaliste pour mettre fin à la guerre en Ukraine.

Cette absence de vision stratégique a donné lieu à une mentalité du type « agir d'abord, réfléchir ensuite », encouragée au niveau de la bureaucratie européenne et de la politique intérieure des principaux acteurs de l'UE. Cela n'est nulle part plus évident que dans la question récurrente des plusieurs centaines de milliards d'euros d'actifs russes détenus par Euroclear en Belgique. Les dirigeants européens ont lancé une nouvelle initiative visant à saisir ces actifs, gelés au début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, afin de trouver des sources de financement pour l'effort de guerre ukrainien. Le dernier projet en date dans ce sens vise à fournir à l'Ukraine un « prêt de réparation » de 140 milliards d'euros à taux zéro provenant des actifs russes gelés. Ce prêt ne sera remboursé que si la Russie accepte de verser des réparations importantes à l'Ukraine.

Il n'y a pas grand-chose à dire sur les mécanismes de ce plan qui n'ait déjà été

soulevé par le gouvernement belge, qui est contraint par les dirigeants de l'UE, l'Allemagne et plusieurs autres États européens d'assumer la quasi-totalité des risques sans bénéficier d'avantages clairs.

« Il n'y a pas d'argent gratuit. Il y a toujours des conséquences », a déclaré le Premier ministre belge Bart De Wever. « J'ai expliqué hier à mes collègues que je voulais qu'ils signent un document stipulant : « Si nous prenons l'argent de Poutine, si nous l'utilisons, nous serons tous responsables si cela tourne mal. » Et les choses tourneront effectivement mal, car il n'existe aucun plan pour contraindre la Russie à rembourser, ce qui signifie que l'ensemble des risques et des coûts seront pris en charge par les États membres européens.

La seule innovation majeure de ce plan par rapport aux plans précédents est sa solution supposée au problème épineux de la légalité. Autoriser la saisie pure et simple des actifs souverains de la Russie sapera la crédibilité des institutions financières européennes et aura un effet dissuasif sur les investisseurs non occidentaux, à un moment où les pays européens sont confrontés à d'importantes pressions macroéconomiques à long terme.

Les partisans de ce plan affirment que, puisqu'il s'agit d'un prêt soumis à des conditions de remboursement par l'Ukraine, il ne conteste pas techniquement la revendication souveraine de la Russie sur ses actifs. Cette solution bureaucratique ne sera guère rassurante pour les investisseurs internationaux. Le mécanisme complexe des institutions financières mondiales repose sur la prévisibilité et un accord général sur un ensemble de règles prédéterminées concernant les relations de marché et les droits de propriété qui les sous-tendent.

Si l'UE s'octroie ex nihilo le droit de ré-

quisitionner les actifs d'autrui, ce qui n'est pas prévu par le droit international ni reconnu par quiconque comme une pratique légitime, cela sera considéré et traité comme une expropriation pure et simple, sans la nommer, avec toutes les conséquences que cela implique pour la réputation de l'Europe.

Si l'objectif est d'obtenir de la Russie quelque chose qui puisse raisonnablement être qualifié de réparations pour l'Ukraine, cela peut être accompli d'une manière beaucoup plus simple et plus sûre. Il est largement admis à Moscou que la Russie a peu de chances de récupérer ses avoirs européens. La véritable question est de savoir à quelles conditions le Kremlin perdra son argent, et ici, indépendamment de ce que disent certains dirigeants européens, la propriété légale de la Russie sur ces avoirs lui donne un moyen de pression pour déterminer leur sort.

Comme l'ont précédemment suggéré mes collègues George Beebe et Anatol Lieven, l'Occident devrait ouvrir un groupe de négociation dans le cadre des pourparlers de paix sur l'Ukraine afin d'utiliser les avoirs gelés pour créer un fonds international de reconstruction d'après-guerre pour l'Ukraine. En fonction de l'évolution des négociations, l'Occident peut proposer d'allouer une partie de cet argent pour soutenir les populations et les territoires qui se retrouveront du côté russe de la ligne de démarcation d'après-guerre.

Un comité de surveillance des Nations unies pourrait garantir que les fonds ainsi utilisés soient exclusivement consacrés à des projets humanitaires et non militaires.

La répartition précise pour les territoires contrôlés par la Russie fait elle-même l'objet de négociations et dépendra de la teneur du reste de l'accord de paix, mais l'Occident peut et doit faire valoir que la part du lion reviendra à

l'Ukraine en échange de l'accord de Moscou de débloquer les avoirs détenus par les entreprises occidentales en Russie. Cet accord dissipe toute crainte de répercussions financières négatives sur l'Europe, car la Russie devrait renoncer à sa souveraineté sur les avoirs gelés afin qu'ils puissent être utilisés pour le fonds international de reconstruction. Le fait de lier ces avoirs à un cadre plus large de fin de guerre plutôt que de les saisir dès maintenant renforce la position de négociation de l'Occident dans la définition des contours d'un accord de paix. Il crée des incitations financières supplémentaires, en particulier s'il est associé à une feuille de route pour la levée des sanctions, afin d'amener Moscou à la table des négociations. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les Européens ont relancé les projets de saisie d'actifs après une série d'initiatives similaires qui ont échoué. L'assèchement des fonds destinés à Kiev et le désengagement progressif des États-Unis de la guerre ont incité les dirigeants européens, dont l'objectif est de soutenir l'effort de guerre de l'Ukraine aussi longtemps que possible, à envisager des mesures auparavant jugées impossibles ou trop risquées.

Il incombe à la Maison Blanche de faire comprendre à nos alliés qu'un règlement durable est dans l'intérêt de l'Occident, précisément parce qu'il libère l'Europe du fardeau d'un financement indéfini de cette guerre, et de travailler sans relâche pour obtenir un consensus européen et ukrainien sur un cadre viable de fin de guerre.

(*) Chercheur sur l'Eurasie au Quincy Institute for Responsible Statecraft. Il est également professeur adjoint d'histoire à l'université Marymount.

Source : *Responsible Statecraft*, Mark Episkopos, 07-10-2025

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ÉGYPTE

Trois projets prévus dans la zone industrielle d’Ain Sokhna pour 3,5 milliards \$

L'accord prévoit la construction de trois usines spécialisées dans la production des tubes en acier sans soudure, des pneus automobiles et des câbles à fibre optique. Ces sites devraient renforcer le statut de pôle industriel majeur de la Zone économique du canal de Suez.

Le groupe égyptien Kemet Industries a signé un protocole d'accord avec le consortium émirato-chinois Al Qalaa Red Flag pour la réalisation de trois projets dans la zone industrielle d'Ain Sokhna (116 km au Sud-est du Caire), a annoncé la Zone économique du canal de Suez (SCZONE) dans un communiqué publié le mercredi 29 octobre. Le coût total des projets est estimé à environ 3,5 milliards USD.

Le premier projet concerne une usine de tubes en acier sans soudure, d'une capacité de production de jusqu'à 250 000 tonnes par an. Ce site industriel devrait contribuer à répondre aux besoins des projets d'infrastructure et de développement urbain à grande échelle en Égypte, tout en réduisant la facture des importations de matériaux. Le protocole d'accord prévoit aussi l'implantation d'une usine de pneus automobiles ayant une capacité de production annuelle de 12 à 15 millions d'unités, et d'une usine de câbles à fibre optique destinée à répondre aux besoins du marché local des infrastructures numériques.

« La coopération stratégique entre Kemet Industries et Al Qalaa Red Flag stimulera les investissements industriels, favorisera le transfert de technologies de pointe et approfondira le contenu local, tout en créant des emplois pour les jeunes Égyptiens », s'est félicité le président de la SCZONE, Waleid Gamal El-Dein, cité dans le communiqué.

Établie en 2015 après le doublement du canal de Suez, la SCZONE offre aux investisseurs des incitations fiscales (exemption ou réduction des impôts), des infrastructures (terrains aménagés, bâtiments d'usine, services publics, etc.), un régime douanier spécial (exemption des droits de douane et taxes sur les intrants) et des procédures administratives simplifiées par rapport l'environnement national classique.

Située sur une route maritime stratégique faisant la jonction entre trois continents, cette zone économique spéciale concentre 12% du commerce mondial de marchandises, et a attiré 8,3 milliards USD d'investissements répartis sur 272 projets entre juillet 2022 et mars 2025, selon les données du gouvernement égyptien.

LA SAISON DES AGRUMES À NABEUL MENACÉE (TUNISIE)

Les producteurs appellent à des mesures urgentes

La saison des agrumes à Nabeul, fierté agricole de la région et pilier de la production nationale, traverse une période critique. Le président de l'Union Régionale de l'Agriculture et de la Pêche (URAP), Imad El Bey, a alerté ce vendredi sur une situation "menaçant directement la récolte" et appelé les autorités tunisiennes à une intervention rapide pour éviter des pertes considérables.

Dans une déclaration à l'agence TAP, il a demandé aux ministères du Commerce et de l'Agriculture, ainsi qu'aux autorités régionales, de reconduire les mesures exceptionnelles mises en place l'an dernier pour faciliter le transport et la commercialisation des agrumes en dehors du gouvernorat. Selon lui, ces dispositifs avaient permis de sauver la saison précédente et de maintenir la stabilité du secteur.

Panique chez les producteurs et blocages logistiques

Imad El Bey évoque un climat d'inquiétude et de panique chez les producteurs, confrontés à une rareté des achats sur pied et à une rigueur accrue dans l'application des procé-

dures légales liées au transport et à la vente. Ces contraintes freinent la commercialisation et menacent la viabilité économique des exploitations. Il propose de reporter ces restrictions jusqu'à la mise en service du marché de gros de Beni Khalled et du marché de production de Menzel Bouzelfa, destinés à encadrer la filière dans un cadre légal stable. En attendant, il plaide pour la souplesse afin de ne pas compromettre la saison actuelle. L'URAP explique que la demande de mesures exceptionnelles de la part des commerçants, notamment ceux des camions légers appelés "Douarjiya", s'explique par l'incapacité des marchés de gros du pays à absorber les 1 200 à 2 000 tonnes d'oranges récoltées chaque jour dans les zones de production de Nabeul.

Confusion autour de la patente et chiffres démentis

Le responsable a également dénoncé la confusion provoquée sur les réseaux sociaux par de fausses informations concernant l'obligation de disposer d'une "patente" (licence commerciale), censée coûter 400 dinars. Ces rumeurs ont accentué la frustration et la peur des petits producteurs, déjà fragilisés par les lenteurs administratives. Malgré trois réunions régionales successives destinées à résoudre ces blocages, aucune mesure concrète n'a été prise, selon El Bey, qui déplore l'inaction des services de contrôle économique malgré leur compréhension de la situation.

Une croissance de 2,6% attendu en 2025 et de 3,3% prévus pour 2026

La croissance économique de la Tunisie devrait atteindre 2,6% à la fin de 2025 avant de progresser légèrement à 3,3% en 2026, dans le cadre de la mise œuvre d'un nouveau plan de développement, a déclaré vendredi le ministre tunisien de l'Economie et de la Planification, Samir Abdelhafidh. S'exprimant lors d'une réunion conjointe des commissions des Finances de l'Assemblée des re-

présentants du peuple et du Conseil national des régions et des districts, tenue vendredi pour examiner le projet de budget pour 2026, M. Abdelhafidh a estimé que l'année 2026 "sera particulièrement importante, car elle marquera le lancement du plan de développement 2026-2030". Le ministre a précisé que le projet de budget pour 2026 mettait l'accent sur la nécessité de

concrétiser les priorités nationales en matière d'emploi, de promotion des entreprises locales, d'inclusion sociale, de développement du capital humain, de soutien à l'investissement, d'amélioration de la compétitivité des secteurs économiques, de dynamisation du développement régional et de mise en œuvre d'un développement global intégrant les dimensions économiques, sociale et environne-

mentale. Le gouvernement fonde ses projections sur une reprise des secteurs productifs, l'agriculture et les services progresseraient chacun de 2,9%, tandis que l'industrie enregistrerait une hausse de 4,8%. M. Abdelhafidh a ajouté que la Tunisie anticipait également une inflation de 5,3% en 2026, contre 5,2% attendus pour la fin de cette année

MAURITANIE

Le taux de croissance est estimé à 5,1% en 2026

Des membres du gouvernement ont commenté, jeudi soir, les résultats du conseil des ministres qui s'est déroulé plus tôt dans la matinée. Il s'agit des ministres de la Culture, des Arts, de la Communication et des Relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, M. Houssein Ould Meddou, de l'Économie et du Développement, Abdallahi Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya. Intervenant le premier, le porte-parole du gouvernement a indiqué que le conseil a examiné et adopté plusieurs projets de lois, de décrets et des communications, dont ceux relatifs à la loi de finances initiale 2026 et la participation de l'État au capital de la société nationale du sucre. Il a ensuite invité son homologue à apporter davantage de précisions. A son tour, le ministre de l'Économie, qui assure l'intérim des Finances, a exposé les grandes lignes du projet de loi relatif à la loi de finances initiale 2026. Il a déclaré que la gestion des finances publiques du pays a connu des mutations, lui ayant permis, aujourd'hui, d'élaborer intégralement son budget via la méthodologie budget-programme. Cette approche, selon le ministre, serait de nature à booster la visibi-

lité sur les résultats attendus. Elle épouse également les orientations de l'Etat visant à renforcer la transparence et la redevabilité. Le gouvernement met en avant la performance et la nécessité d'instaurer une discipline budgétaire pour que les finances publiques aient un véritable impact sur la vie des populations. Il s'inscrit aussi dans le cadre de dépenses à moyen terme global, étant en phase avec le document de programmation budgétaire à moyen terme 2026-2028. Ainsi donc, les recettes sont estimées à 128,79 milliards d'ouguiyas (MRU) en 2026, alors qu'elles étaient de 116,96 milliards d'ouguiyas (MRU) dans la loi de finances rectificative 2025. On note donc une hausse de 10,11% a déclaré le ministre. Ceci, d'après le ministre, illustre les efforts consentis pour davantage mobiliser les ressources en internes et aussi diversifier les sources de revenu. Au chapitre des dépenses, le ministre a indiqué qu'ils devraient atteindre 132,18 milliards d'ouguiyas (MRU) en 2026, alors qu'elles étaient de 119,12 milliards d'ouguiyas (MRU) en 2025. Il est ici question d'une hausse de 10,96%. D'après le ministre, cela s'explique par l'engagement du

gouvernement à accorder la priorité à l'investissement. Enfin, concernant la croissance, le ministre a souligné qu'elle devrait être à 5,1% en 2026 contre 4,1% en 2025, tandis que l'inflation devrait atteindre 2 % d'ici la fin de l'année. Il a aussi ajouté que la croissance connaîtra une hausse dans le nouveau budget avec l'augmentation de la production de gaz. Outre l'investissement public, le ministre a assuré que le budget consacre une partie importante aux programmes sociaux, de l'ordre de 7 milliards, englobant le programme d'urgence de développement de Nouakchott, l'acquisition d'équipements médicaux, ou encore les fonds destinés à soutenir l'emploi et l'amélioration des conditions de vie des enseignants via le logement. Interpellé sur le phénomène de hausse des prix, le ministre a indiqué que la Mauritanie dépend en partie du marché international, vu qu'elle importe beaucoup de produits. Toutefois, il a noté que le pays a renforcé sa production locale, avec des résultats tangibles à l'image de l'autosuffisance en riz. A cela s'ajoute des avancées encourageantes en matière de production maraîchère.

Pour sa part, le porte-parole du gouvernement est revenu sur sa récente vise en Irak, à l'occasion de la deuxième réunion de la commission mixte de coopération entre les deux pays. Il a en résultat la signature de sept accords, touchant plusieurs domaines allant de la culture à l'enseignement supérieur. S'agissant de sa participation au salon international du livre en Algérie, il a souligné que la Mauritanie en était l'invitée d'honneur, d'où sa présence dans cette rencontre importante. Il a assuré que le pays y a été représenté par une délégation gouvernementale, accompagné des acteurs culturels. Cet événement, a-t-il dit, était une occasion de plus, de renforcer les relations de coopération et d'intégration entre les deux pays. Enfin, le ministre a rappelé que les 30 personnes citées dans le rapport de la Cour des Comptes, et qui font face à des mesures administratives et une suite judiciaire, ont été formellement identifiées aussi par leur hiérarchie que par la Cour elle-même. D'après lui, il n'y a eu aucun traitement de faveur, soulignant que le gouvernement tient à respecter la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice.

GHANA

La filière riz s’inquiète du recours croissant aux importations

Le riz est la 2e céréale la plus cultivée et consommée au Ghana, après le maïs. Alors que le pays cible l’autosuffisance dans cette filière, la croissance des importations est considérée comme un frein à l’essor et à la compétitivité de la production locale.

À Ghana, les acteurs de la filière riz alertent sur la montée en puissance des importations qui fragilise les producteurs locaux et compromet les efforts nationaux pour atteindre l’autosuffisance. D’après l’Association des producteurs de riz, des transformateurs et des producteurs de maïs, un stock total de plus de 200 000 tonnes de paddy et usiné de la campagne précédente reste actuellement invendu dans les principales zones de culture du pays. « Les agriculteurs ne peuvent pas vendre ce qu’ils ont récolté l’année dernière, et maintenant nous récoltons à nouveau sans accès au marché. Cela devient un très gros problème », a déclaré Charles Nyaba, porte-parole de l’association, qui se confiait à la radio City FM le 29 octobre dernier. Selon lui, cette situation est attribuée à l’entrée incontrôlée de riz importé et de contrebande sur le marché local.

Alors que le Ghana produit environ 50 % de ses besoins en riz usiné, estimés à 1,8 million de tonnes par an, le recours au riz importé n’a cessé de croître ces dernières années. Les données compilées par le département américain de l’Agriculture (USDA) montrent par exemple que les achats ghanéens d’usiné sur le marché international ont grimpé de 77,41 %, passant de 620 000 tonnes au cours de la campagne de commercialisation 2021/2022 à 1,1 million t en 2024/2025. Pour la campagne 2025/2026, l’organisme américain s’attend à ce que le volume importé baisse légèrement à 925 000 t. Autre conséquence, les prix de la céréale locale ont chuté face à l’afflux de celle importée, souvent moins chère et mieux commercialisée, notamment grâce à une perception de meilleure qualité et de meilleure présentation. D’après les observateurs, cette situa-

tion freine la croissance de la chaîne de valeur du riz domestique et accroît la vulnérabilité du pays face aux fluctuations des prix mondiaux. « Les prix ont chuté d’environ 50 % sur le marché, mais les revenus des producteurs n’ont pas augmenté pour autant. Autrement dit, ils restent non compétitifs. C’est pourquoi les transformateurs n’achètent plus de riz et les producteurs sont inquiets », a déclaré Yaw Adu Poku, président de la Competitive African Rice Platform-Ghana (CARP-Ghana), lors de l’Assemblée générale de l’organisation tenue à Tamale le 29 octobre, selon des propos rapportés par GhanaWeb. Il faut noter que le CARP-Ghana agit en synergie avec l’Observatoire du riz de la CEDEAO, chargé de coordonner les efforts pour structurer la filière rizicole en Afrique de l’Ouest.

GABON

La SEEG appelle à une mobilisation nationale contre la fraude énergétique

En août, Philippe Tonangoye, ministre gabonais de l’Accès universel à l’Eau et à l’Énergie, a indiqué qu’environ 3,3 milliards USD par an pendant sept ans seraient nécessaires pour moderniser et étendre les infrastructures d’électricité du pays. La Société d’Énergie et d’Eau du Gabon (SEEG) appelle à une mobilisation nationale pour endiguer la fraude énergétique, responsable d’une perte annuelle estimée entre 30 et 40 milliards de francs CFA (soit environ 49 à 66 millions USD). Citant son directeur général, Steeve Saurel Legnongo, la presse gabonaise a rapporté, mercredi 29

octobre, que près du quart de l’énergie injectée dans le réseau national n’est pas facturée, en raison de branchements illégaux ou de compteurs trafiqués. Dans la seule zone du Grand Libreville, ces détournements représentent plus de 2 milliards de francs CFA, soit environ 3,3 millions USD, de manque à gagner mensuel pour l’opérateur public. L’entreprise estime que ces pratiques compromettent la stabilité financière et la qualité du service public d’électricité. Déjà fragilisée par une situation budgétaire tendue, la SEEG avait été placée sous administration provisoire en août 2024 à

la suite de difficultés de gestion et de tensions de trésorerie. Cette mesure levée fin mai 2025, visait à rétablir l’équilibre financier et à renforcer la gouvernance interne. La direction a indiqué avoir engagé un plan de riposte consistant d’abord en un renforcement des contrôles de terrain, avec des opérations de régularisation menées dans plusieurs régions du pays. En 2024, sur 780 installations inspectées à Libreville, 209 cas de fraude ont été répertoriés en trois jours, selon les médias locaux. Ensuite, la SEEG prévoit le déploiement de compteurs intelligents destinés à détecter automatiquement les ano-

malies de consommation. Mesure soutenue par une campagne de sensibilisation visant à informer les ménages et les entreprises des risques encourus et à promouvoir une consommation responsable. La réussite de la lutte contre la fraude énergétique dépendra ainsi de la mise en œuvre effective des mesures annoncées et de l’adhésion de la population. La SEEG espère, à travers ce plan, récupérer une part des recettes perdues chaque année et rétablir la confiance entre les usagers et le service public.

CAMEROUN

La production d’huile de palme triple à 77 630 T, sans combler la demande

Le Cameroun est l’un des principaux marchés de consommation de l’huile de palme en Afrique centrale. Il est également l’un des principaux producteurs. La production nationale d’huile de palme brute au Cameroun a connu une forte hausse au premier trimestre 2025, atteignant 77 630 tonnes, selon la note de conjoncture économique du ministère des Finances. Cette progression, portée par la grande campagne de récolte, représente près du triple du volume enregistré au trimestre précédent. En glissement annuel, la production recule toutefois de 10,6 %, et les projections tablent sur une baisse de 2 % à la fin de l’année. En parallèle, les importations d’huiles brutes ou raffinées ont légèrement fléchi de 2 % sur la même période, avant une possible hausse d’ici fin 2025 pour répondre à la demande intérieure. La production d’huiles raffinées affiche une hausse trimestrielle de 7 %, mais

reste en retrait de 13 % sur un an. En 2024, le Cameroun avait produit 446 984 tonnes d’huile de palme brute, selon le Premier ministre Joseph Dion Ngute. Malgré ce volume, la production nationale demeure largement inférieure aux besoins d’un marché confronté à un déficit structurel de plus de 500 000 tonnes par an, d’après l’Association des raffineurs des oléagineux du Cameroun (Asroc). Ce déséquilibre structurel pousse le pays à recourir massivement aux importations : entre 2017 et 2023, le Cameroun a importé 409 000 tonnes, pour une valeur totale de 280,4 milliards de FCFA, selon l’Institut national de la statistique (INS). L’année 2024 a toutefois marqué un tournant. Les importations d’huile de palme ont chuté de 56 %, à 68 719 tonnes, leur plus bas niveau depuis 2021. Cette évolution s’explique à la fois par la création de l’interprofession Interpalm-Cam (la première du genre dans la filière) et par la volonté du

gouvernement de réduire la dépendance extérieure. Interpalm-Cam vise à mutualiser les efforts des acteurs du secteur pour accroître la production nationale, améliorer la qualité et satisfaire la demande locale. Cette politique s’inscrit dans le plan triennal de relance du palmier à huile (2024-2026), doté de 21,7 milliards de FCFA. Piloté par le ministère de l’Agriculture et du Développement rural, ce plan soutient les principales agro-industries du secteur (CDC, Socapalm et Pamol) dans la modernisation des unités de transformation et l’amélioration des rendements agricoles. Avec une quinzaine d’unités de raffinage en activité ou en construction, le Cameroun ambitionne désormais de renforcer sa souveraineté dans la filière. Toutefois, sans une stratégie d’approvisionnement agricole intégrée et durable, le pays restera exposé à la volatilité du marché international et aux fluctuations des importations.

TANZANIE

EDFI Management garantit partiellement un prêt de 25 millions \$ à la CRDB Bank

L’objectif est d’accroître l’offre de crédit de la banque commerciale tanzanienne aux MPME. Selon la Banque mondiale, près de 81 % de ces entreprises sont exclues de l’accès au financement, malgré leur rôle essentiel dans l’économie nationale. La société de gestion d’actifs à impact, EDFI Management Company, a annoncé l’octroi d’une garantie partielle de 8,25 millions \$ pour soutenir un prêt à long terme de 25 millions \$ accordé par l’institution allemande de financement du développement DEG à la CRDB Bank. Le prêt accompagné de la garantie permettra à la banque commerciale tanzanienne d’accroître son offre de crédit aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME), avec un accent particulier sur les entreprises dirigées par des femmes et les entrepreneurs ruraux, souvent exclus du système bancaire. La garantie devrait réduire les risques liés à cet investissement, facilitant ainsi l’afflux de capitaux vers des secteurs dynamiques de l’économie tanzanienne, un pays où l’agriculture représente 27% du PIB et emploie plus de 75% de la population active. Le choix de CRDB Bank comme partenaire répond à une approche stratégique visant à s’appuyer sur un acteur solidement implanté dans l’économie tanzanienne. Selon des données de la FAO, d’août 2024, la banque occupe une place dominante dans le financement du secteur agricole, avec 60 % des prêts agricoles nationaux. Cette transaction s’inscrit dans le cadre plus large de la stratégie « Global Gateway » de l’Union européenne. Elle ambitionne de mobiliser jusqu’à 300 milliards d’euros d’investissements entre 2021 et 2027 pour soutenir des infrastructures durables et une croissance inclusive à l’échelle mondiale.

ETATS-UNIS

Wall Street s’essouffle malgré la chevauchée d’Amazon

Les marchés américains perdent de l'altitude après un début de séance favorable. Deux des "7 Magnifiques", Apple et Amazon ont dévoilé des résultats et des perspectives meilleurs qu'anticipé. Si le premier progresse légèrement, le second a inscrit un nouveau plus haut historique.

Vers 17h30, le Dow Jones grappille 0,06% à 47548 points tandis que le Nasdaq Composite progresse de 0,72% à 23752 points. Le rendement du 10 ans américain se stabilise aux alentours de 4,1% après sa nette progression de mercredi :Jerome Powell avait tempéré les anticipations d'une nouvelle baisse des taux en décembre. La croissance plus solide que prévu d'Amazon dans le cloud permet à l'action de bondir de 10,52% à 246,30 dollars pour prendre la tête de l'indice Dow Jones. L'activité de cloud computing (AWS) a connu sa croissance la plus élevée depuis 2022, s'est félicité le PDG, Andy Jassy. La dynamique boursière du titre bénéficie d'une pluie de relèvements d'objectif : HSBC passe de 260 à 285 dollars, JPMorgan de 265 à 305 dollars, UBS de 279 à 310 dollars... Ces trois bureaux d'études sont positifs sur le dossier.

Les chiffres économiques du jour

L'indice PMI de Chicago, qui mesure la santé économique du secteur manufacturier dans la région de Chicago, a fait mieux que prévu au mois d'octobre. Attendu en hausse de 40,6 à 42,3 points, il s'est finalement installé à 43,8 points. Il est au plus haut depuis juillet.

Les valeurs à suivre

Abbvie : Au troisième trimestre, Abbvie a dévoilé un bénéfice net part du groupe de 186 millions d'euros, contre 1,561 milliard de dollars un an plus tôt. Le bénéfice par action dilué et ajusté, est quant à lui passé de 3 à 1,86 dollar, soit mieux que les attentes des analystes qui étaient à 1,78 dollar. Enfin, sur la période

de juillet à septembre, le chiffre d'affaires a connu une progression de 9,2%, à 15,776 milliards de dollars, là où le consensus tablait sur des revenus de 15,58 milliards de dollars . Apple : Les bons résultats trimestriels d'Apple s'accompagnent de perspectives favorables pour les ventes d'iPhone. La firme à la pomme a généré au quatrième trimestre, clos fin septembre, de l'exercice 2025, un bénéfice net de 27,47 milliards de dollars, soit 1,85 dollar par action, contre respectivement 14,74 milliards et 97 cents par action, un an plus tôt. Le consensus LSEG s'élevait à seulement 1,77 dollar par action. Le chiffre d'affaires a progressé de 8%, à 102,47 milliards de dollars, dépassant légèrement les attentes du marché : 102,24 milliards de dollars. Chevron : Chevron a enregistré un bénéfice net de 3,5 milliards de dollars, soit 1,82 dollar par action dilué au troisième trimestre 2025. En glissement annuel, il est en repli : 4,5 milliards de dollars, soit 2,48 dollars par action dilué au troisième trimestre 2024. "Ce recul s'explique par la baisse des prix du pétrole brut, des coûts de licenciement et autres coûts de transaction liés à l'acquisition de Hess, partiellement compensés par des marges plus élevées sur les ventes de produits raffinés", avance la compagnie pétrolière américaine. ExxonMobil : ExxonMobil a généré un bénéfice net de 7,5 milliards de dollars au troisième trimestre 2025, soit 1,76 dollar par action après dilution. Il est en baisse en glissement annuel. Au troisième trimestre 2024, le bénéfice était ressorti à 8,61 milliards de dollars, soit 1,92 dollar par action après dilution. Le free cash flow sur ce trimestre est aussi en repli

en rythme annuel. Il s'élève à 6,33 milliards de dollars contre 11,32 milliards de dollars un an avant. Sur cette période, le chiffre d'affaires s'élève à 85,29 milliards de dollars contre 90,01 milliards de dollars il y a un an. First Solar : Au troisième trimestre 2025, en glissement annuel, les revenus de First Solar ont progressé passant de 887 millions à 1,6 milliard de dollars. Le bénéfice net a aussi augmenté sur cette période. Il ressort 456 millions de dollars contre 313 millions de dollars au troisième trimestre 2024. Par action, le bénéfice atteint les 4,25 dollars contre 2,92 dollars il y a un an à la même période. Le résultat d'exploitation est en progression, passant de 324 millions à 466 millions de dollars Linde : Au troisième trimestre, le bénéfice net de Linde s'est élevé à 1,929 milliard de dollars, en progression de 24,45% par rapport à la même période un an plus tôt, faisant ressortir un bénéfice par action dilué de 4,09 dollars, en hausse de 27%. Parallèlement, le chiffre d'affaires a connu une croissance de 3%, à 8,615 milliards de dollars. A périmètre constant, les

revenus sont en hausse de 2% grâce à l'effet prix, les volumes étant stables. Les acquisitions ont quant à elles contribué à hauteur de 1% à la progression du chiffre d'affaires. Netflix : Netflix étudie activement la possibilité de formuler une offre de rachat pour le studio de cinéma et la division 'streaming' de Warner Bros Discovery, comme le rapporte Reuters. Cette acquisition permettrait à la plateforme de streaming de mettre la main sur des franchises comme Harry Potter ou Superman.

Pfizer/Metsera/Novo Nordisk

Dans un communiqué de presse, Metsera a indiqué que l'offre non sollicitée de Novo Nordisk était considérée comme supérieure à celle de Pfizer. Par conséquent, Pfizer dispose d'une période de quatre jours ouvrables pour négocier avec Metsera des ajustements aux termes et conditions de l'accord de fusion conclu entre les deux parties, afin que la proposition de Novo Nordisk ne soit plus considérée comme supérieure.

ASIE

Les Bourses dopées par la tech

Les Bourses asiatiques sont portées vendredi par la robuste performance des valeurs technologiques. A peine digérée l'accalmie commerciale résultant de l'entretien entre les présidents chinois et américain jeudi, les marchés asiatiques se focalisent à nouveau sur la fièvre de l'intelligence artificielle (IA) et les semi-conducteurs. Vers 02H15 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei gagnait 1,04% à 51.862 points, et l'indice élargi Topix 0,36% à 3.312 points. La Bourse de Séoul grimpait de 0,70%, Sydney de 0,34%, Taipei de 0,41%. L'indice hongkongais Hang Seng en revanche cédait 0,16%. Certes, Wall Street a fait grise mine jeudi, les résultats des géants technologiques Meta et Microsoft et les perspectives de dépenses massives pour l'IA ayant assombri l'optimisme des investisseurs. La devise japonaise tente de se ressaisir après avoir plongé la veille suite à la décision de la banque centrale nippone de maintenir inchangé son taux d'intérêt, statu quo accompa-

gné de commentaires sur les "fortes incertitudes" persistantes de la conjoncture mondiale. Une prudence qui ne laisse pas présager, selon les analystes, d'un relèvement des taux dès sa réunion de décembre, ce qui a déçu les cambistes. Mais une conférence de presse ultérieure du gouverneur Kazuo Ueda a ravivé partiellement un semblant d'optimisme. Vers 02H20 GMT, la monnaie nippone grimpait de 0,24% à 153,76 yens pour un dollar. De son côté, l'or se maintient au-dessus des 4.000 dollars l'once tout en conservant une certaine prudence: son cours reculait de 0,4% à 4.008 dollars l'once. Les cours pétroliers restent quasiment stables au lendemain de la très attendue rencontre Donald Trump et Xi Jinping, les opérateurs n'y percevant pas de signe de changement dans l'équilibre des marchés de l'énergie. Vers 02H30 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord cédait 0,43% à 64,72 dollars et celui de WTI nord-américain 0,54% à 60,24 dollars

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 27 Octobre 2025					
Valeur : 29 Octobre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.0701	130.0851
1	EUR	EURO		151.1154	151.1589
1	GBP	POUND STERLING		173.1267	173.1928
100	JPY	JAPANESE YEN		85.0243	85.0563
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2888	18.2927
1	CHF	SWISS FRANC		163.1178	163.2184
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.0401	93.0708
1	DKK	DANISH KRONE		20.2318	20.2357
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8296	13.8559
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9822	12.9884
1	AED	UAE DIRHAM		35.4106	35.4185
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6835	34.6894
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.0955	424.2828
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0558	44.4986
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0840	14.0856
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8551	23.9775
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2575	3.2676
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1753	177.1753

CAC 40

Ambiance maussade pour la fin de semaine alors que Wall Street repart du bon pied

La Bourse de Paris conclut cette dernière séance de la semaine sur un repli de 0,44%, à 8121 points, pénalisée par AXA (-4,3%), Edenred (-4%) ou encore Saint-Gobain (-3,6%). L'indice parisien cède ainsi 1,4% au cours de la semaine écoulée, mais s'arroge 1,8% sur le mois écoulé, et même près de 10% depuis le début de l'année. Outre-Atlantique, Wall Street repart du bon pied après le trou d'air de la veille : le Nasdaq gagne 0,7%, bien aidé par Amazon (+10%), devant un S&P500 plus timide, à +0,3%. Les marchés d'actions achèvent ce

mois d'octobre avec les honneurs (le Nasdaq engrange +5%, le S&P500 +2,2%) et ressortent la tête haute d'une semaine jugée décisive par nombre d'observateurs, marquée par une actualité particulièrement dense, entre réunions des banques centrales, résultats des GAFAM et actualité internationale. La baisse des taux décidée mercredi par la Fed s'est accompagnée d'une posture jugée plus prudente de la part de son président Jerome Powell, qui a conduit les opérateurs à revoir à la baisse leurs anticipations d'assouplissement monétaire... mais

sans remettre en cause leur vision très positive des marchés d'actions. Les investisseurs s'interrogent quant à la division inhabituelle du comité stratégique de la banque centrale américaine, mais se montrent malgré tout optimistes sur les chances d'une nouvelle réduction du loyer de l'argent le 10 décembre. 'Si on met de côté l'actualité au jour le jour et qu'on prend un peu de recul, le contexte reste extrêmement favorable pour les actifs risqués', juge ainsi Michael Brown, analyste marchés chez Pepperstone. 'Les taux directeurs de la Fed revien-

nent progressivement vers un niveau neutre, qu'il y ait une nouvelle baisse au mois de décembre ou non, et son bilan s'approche lui aussi de son point d'équilibre', fait valoir le stratège. 'Ajoutez à cela une économie toujours solide, des résultats d'entreprises robustes, la réouverture imminente de la fenêtre de rachats d'actions, et la peur de manquer le train de la hausse (FOMO) qui monte à l'approche de la fin d'année, et on obtient un cocktail explosif qui continue de pousser naturellement les marchés vers le haut', conclut-il. De son côté, la BCE a maintenu ses taux hier et rien de plus n'est ressorti de la conférence de presse de sa présidente, Christine Lagarde, qui a estimé que la politique de l'institution basée à Francfort se trouvait dans 'une bonne position'. Dans ces conditions, et au vu du timide réchauffement des relations commerciales entre Washington et Pékin, beaucoup de professionnels estiment que les Bourses mondiales devraient continuer sur leur lancée haussière d'ici à la fin de l'année, voire jusqu'au début du prochain exercice.

FRANCE

Le secteur des cosmétiques s'inquiète des conséquences des droits de douane en 2026

Le premier semestre a été morose pour le secteur des cosmétiques français, qui ont enregistré une baisse de 12% de leurs exportations vers les États-Unis. Et la tendance pour 2026 n'est guère plus engageante.

La fédération des entreprises de beauté (Febea) s'est inquiétée vendredi d'une perte potentielle de 620 millions d'euros de chiffre d'affaires dans le secteur des cosmétiques en 2026 en raison des droits de douane aux États-Unis, selon son délégué général Emmanuel Guichard sur BFM Business. "Les États-Unis, c'est la première destination des exportations des produits cosmétiques français", a-t-il rappelé, avec près de 3 milliards d'euros de produits exportés en 2024, dont pour moitié des parfums. La Febea a commandé une étude auprès du cabinet Asteres pour chiffrer l'impact des droits de douane américains sur le secteur. Selon cette étude, "l'impact peut être de 21% d'exportations en moins vers les États-Unis, soit 620 millions d'euros de

perte de chiffre d'affaires avec une menace sur 11.000 emplois, dont 2.700 emplois directs", a-t-il détaillé.

Des discussions autour d'un texte européen pour gagner en compétitivité

Sur le premier semestre, les exportations vers les États-Unis ont déjà chuté de 12% contrairement aux autres secteurs exportateurs français, a déploré le délégué général. Le secteur est pénalisé par la combinaison des droits de douane de 15% sur les cosmétiques (28 juillet 2025) ainsi que des droits de douanes additionnels de 50% sur les composants métalliques des emballages (19 août 2025), associés à la dépréciation du dollar face à l'euro, détaille un communiqué. Face à cela, Emmanuel Guichard a préconisé la mobilisation de la France pour voter un texte européen sur les cosmétiques : "à très court terme, il y a un texte en discussion au niveau européen (...) qui, s'il était voté, nous permettrait de gagner beaucoup de compétitivité à travers des réductions de tâches administratives sur nos ingrédients utilisés en cosmétique (...) et on voit que la mobilisation de la France est un peu ralentie" à cause de la situation politique. "Il est vraiment important que l'ensemble des parties prenantes se mobilise pour nous aider sur cette simplification administrative mais aussi pour nous aider à trouver des nouveaux marchés" comme l'Inde ou l'Indonésie "pour lesquels nous devons signer des accords de libre-échange", a-t-il estimé.

EN RESTREIGNANT SES EXPORTATIONS DE TERRES RARES

Washington accuse Pékin d'avoir «commis une erreur»

Le secrétaire au Trésor américain Scott Bessent regarde alors qu'il s'adresse aux médias, suite aux négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, à Kuala Lumpur, Malaisie3 Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, estime que la Chine a fragilisé sa position en dévoilant trop ouvertement son usage stratégique des terres rares. «La Chine a prévenu tout le

monde du danger. Ils ont commis une véritable erreur», estime le responsable dans un entretien avec le Financial Times publié samedi. «C'est une chose de poser un pistolet. Pékin avait annoncé début octobre des contrôles à l'export pour des technologies liées aux terres rares, ces métaux essentiels aux industries du numérique, de l'automobile, de l'énergie ou encore de l'armement. Après des discussions entre le pré-

sident chinois Xi Jinping et son homologue américain Donald Trump, cette semaine en Corée du Sud, Pékin a néanmoins accepté d'en suspendre certains pendant un an. Il s'agissait d'une importante pierre d'achoppement entre les deux puissances dans leurs négociations, en plus d'une source de perturbation majeure pour les chaînes d'approvisionnement de la planète. La Chine détient un quasi-

monopole sur le traitement des terres rares et est accusée de profiter de sa position pour mettre la pression sur ses partenaires commerciaux. Mais, selon Scott Bessent, Pékin a brûlé cette cartouche. «Nous avons des mesures pour compenser», affirme le responsable américain, ajoutant: «Je pense que le leadership chinois était quelque peu alarmé par la réaction du monde à ses contrôles».

DEPUIS SA CRÉATION

L'Allemagne adopte la plus forte hausse de son "Smic"

Le gouvernement allemand valide la hausse du salaire minimum, la plus importante depuis sa création il y a dix ans. C'est la plus forte hausse depuis sa création il y a une décennie. Le gouvernement allemand a adopté

mercredi la hausse du salaire minimum, cependant légèrement moins ambitieuse qu'attendue par les sociaux-démocrates, membres de la coalition au pouvoir. Une hausse qui peut surprendre, alors que l'inflation a fortement reflué ces dernières an-

nées (2,4% en septembre). Actuellement à 12,82 euros bruts de l'heure, il passera à 13,90 euros au début de l'an prochain, puis à 14,60 euros au 1er janvier 2027, ce qui correspond à une hausse totale de 13,9%.

L'Allemagne a actuellement le quatrième Smic horaire le plus élevé d'Europe derrière le Luxembourg (15,63 euros), les Pays-Bas (14,06 euros), l'Irlande (13,50 euros). La France a le 5ème en ce qui concerne le Smic horaire brut

(11,88 euros). En ce qui concerne le Smic mensuel brut, la France est en revanche 6ème au niveau européen, du fait du temps de travail plus court qu'en Belgique notamment.

ROYAUME-UNI

La situation budgétaire n'est pas atypique mais fait face à des défis futurs

La situation budgétaire actuelle du Royaume-Uni n'est pas atypique par rapport à d'autres économies avancées, bien que les préoccupations concernant la viabilité future de la dette demeurent importantes, selon un nouveau rapport de Bank of America publié jeudi. Les analystes de BofA notent que, bien que le déficit public et la dette du Royaume-Uni soient plus élevés qu'avant la pandémie, ils ne se démarquent pas par rapport aux moyennes du G7 ou des économies

avancées. En 2025, le déficit public britannique est projeté à -4,3%, inférieur à la moyenne pondérée des économies avancées de -4,6% et en dessous des États-Unis, de la France et de la moyenne du G7. Le rapport souligne que pendant la période 2020-2024, la baisse du déficit britannique de 7,4% du PIB a été plus importante par rapport à la France, l'Allemagne, les États-Unis et la moyenne des économies avancées, cette tendance devant se poursuivre. Le niveau de la dette brute

du Royaume-Uni à 103% du PIB est inférieur à la moyenne du G7 et est le deuxième plus bas du G7. Cependant, depuis 2007, la dette britannique a connu la plus forte hausse parmi les nations du G7. Pour l'avenir, BofA identifie plusieurs défis. Le Royaume-Uni a un écart de 1,4% du PIB à combler pour atteindre un solde primaire stabilisant la dette sur la période 2026-30, soulignant l'urgence de réaliser la consolidation budgétaire prévue.

Le rapport met également en évidence des augmentations significatives prévues des dépenses liées à l'âge au cours des prochaines décennies. Le rapport de septembre 2024 de l'OBR sur les risques budgétaires et la durabilité estime que les dépenses de santé augmenteront de 6,2 points de pourcentage pour atteindre 14% du PIB d'ici 2070, tandis que les dépenses de retraite devraient augmenter de 2,8 points de pourcentage pour atteindre 8,1%.

ETATS-UNIS

Donald Trump annonce avoir conclu un accord commercial avec la Corée du sud

À la veille d'une rencontre décisive avec Xi Jinping, le président américain a annoncé avoir conclu un accord commercial avec la Corée du Sud, avec qui subsistaient des différends quant aux surtaxes sur l'automobile et aux investissements annoncés aux États-Unis. Donald Trump, a annoncé mercredi 29 octobre qu'un accord commercial avait été conclu avec le président sud-coréen, Lee Jae Myung, après une rencontre entre les deux dirigeants dans la ville sud-coréenne de Gyeongju. "Nous l'avons fait", a répondu le président américain interrogé par des journalistes sur la conclusion d'un accord, sans plus de détails pour l'instant.

Après une visite de deux jours au Japon et avant une rencontre au sommet avec Xi Jinping jeudi, le président américain a atterri en Corée du sud ce mercredi 29 octobre En juillet, Donald Trump avait annoncé avoir accepté de réduire les taxes douanières sur les produits sud-coréens à 15% en échange de l'engagement de Séoul à investir 350 milliards de dollars aux États-Unis. Mais des surtaxes sur l'automobile persistaient et les modalités de ces investissements restent âprement discutées. Peu avant cette rencontre, Séoul a annoncé que Amazon allait investir cinq milliards de dollars en Corée du sud d'ici 2036 dans des infrastructures liées à l'intelligence artificielle.

Découvrez comment l'IA révolutionne la lecture et l'analyse de PDF et de documents

Imaginez un espace de travail intelligent capable de lire, trier et analyser vos documents à votre place, c'est ce que propose Acrobat Studio avec son Assistant IA.

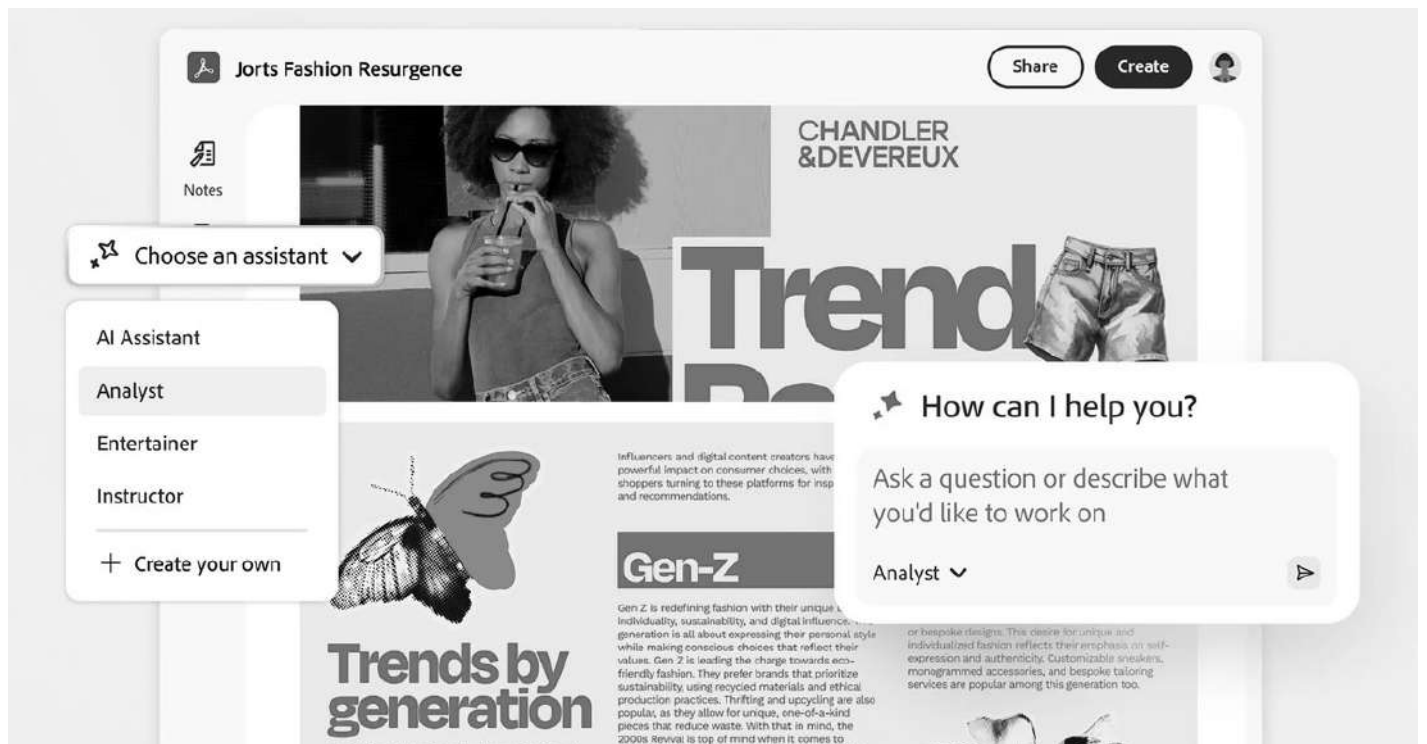
Avec Acrobat Studio, vous n'avez plus besoin de jongler entre plusieurs applications pour traiter vos fichiers. Depuis un même espace, vous créez, analysez et modifiez et organisez des documents. En d'autres termes, c'est une toute nouvelle manière de travailler qui s'offre à vous !

Un Assistant IA capable de dialoguer avec vos documents

En intégrant un Assistant IA au cœur d'Acrobat Studio, Adobe décuple les capacités de sa plateforme. L'utilisateur peut désormais dialoguer directement avec ses documents et obtenir, en quelques secondes, des réponses claires, structurées et pertinentes. Le format PDF n'est plus un support statique, mais devient un véritable espace de travail numérique. Il suffit de poser une question naturelle : « Quels sont les points essentiels de ce rapport ? », « Quelles clauses ont été modifiées depuis la dernière version ? », ou encore « Résume cette présentation en cinq points » pour que l'Assistant analyse le contenu et livre une synthèse instantanée. Ainsi, un document de 50 pages peut être interprété en quelques minutes au lieu d'une demi-journée. Mais alors, comment utiliser cette IA pour transformer vos documents en véritables sources d'informations exploitables, tout en économisant du temps et de l'énergie ?

Comment se présente et fonctionne l'Assistant IA ?

L'Assistant IA d'Acrobat Studio est accessible d'un simple clic depuis la colonne de gauche. Il se divise en deux sections principales : Informations : cette section fournit automatiquement des éléments clés sur le document importé. Vous obtenez un résumé de quelques lignes, les données principales, un tableau récapitulatif... C'est pratique pour avoir une vue d'ensemble rapide. Chat : cette section vous permet de poser directement des questions à l'IA sur le document importé. Vous pouvez extraire des informations supplémentaires, analyser différents éléments ou créer du contenu basé sur vos documents.



Vous disposez ainsi d'un Assistant capable de vous faire gagner du temps et de simplifier la gestion de vos documents. Mais sachez qu'il ne se contente pas d'interpréter des requêtes, il s'adapte aussi à vos besoins spécifiques.

Quatre profils pour une IA qui s'adapte à vos besoins

En effet, Adobe propose quatre profils distincts, chacun correspondant à un mode d'interaction spécifique : Analyste : il identifie les schémas récurrents, met en lumière les idées communes ou les hypothèses cachées, repère les thèmes clés et propose des alternatives réfléchies. Idéal pour explorer un document en profondeur et bénéficier d'une lecture critique. Guide : il vous accompagne pas à pas, explique les notions complexes avec des mots simples, définit les termes techniques et facilite la compréhension. Parfait pour l'apprentissage ou la formation. Interprète : il simplifie l'abstrait, apporte de la clarté et adopte un ton chaleureux, parfois teinté d'humour, sans jamais compromettre la précision. Ce profil rend les contenus techniques ou institutionnels plus accessibles.

Personnaliser : ce profil permet de définir précisément le rôle de votre Assistant. Vous pouvez créer, par exemple, « un expert en vente spécialisé dans l'automobile » ou « un juriste en droit du travail ». Ces instructions aident l'IA à comprendre votre contexte professionnel et à fournir des réponses ciblées, parfaitement adaptées à votre activité.

Un exemple concret

Vous devez relancer vos clients sur des factures impayées ? Il vous suffit de glisser vos documents comptables dans Acrobat Studio et de demander à l'Assistant IA de rédiger un email de relance personnalisé. L'intelligence artificielle permet alors : - Extraire les informations clés depuis vos factures, - Formuler un message adapté au ton et au contexte, - Gagner un temps précieux et de réduire les erreurs. Ainsi, une tâche qui aurait pu prendre au moins une heure est accomplie en quelques minutes.

PDF Spaces et l'Assistant IA : un duo de choc !

L'Assistant IA est intégré à tous les outils

d'Acrobat Studio, y compris le module PDF Spaces, qui regroupe tous les fichiers liés à un projet : documents, notes, tableaux, etc. Cette approche centralisée rend possible une analyse transversale : l'IA compare différents fichiers et en extrait les informations essentielles. Par exemple, pour analyser les résultats d'une entreprise avant une réunion, vous n'avez plus besoin de parcourir manuellement plusieurs bilans. L'Assistant identifie les tendances, compare les données et propose un résumé structuré, prêt à être intégré à votre présentation. Il peut même générer un tableau synthétique pour rendre les informations plus lisibles. Et au-delà du simple gain de productivité, l'Assistant IA devient également une source d'inspiration. Vous pouvez lui demander de proposer de nouvelles idées à partir des documents existants.

Les PDF se réinventent grâce à l'IA

Pour tous ceux qui passent un temps considérable à analyser, comparer ou extraire des données, l'Assistant IA d'Acrobat Studio est la solution ! Cet outil résume, analyse et reformule les contenus, ce qui en fait un assistant idéal au quotidien.

Brèves

Samsung augmente sa production de mémoires

La société sud-coréenne a annoncé le lancement de la production en série de ses puces mémoire les plus avancées l'année prochaine afin de répondre à la forte demande en IA. « La demande en HBM4 devrait également augmenter, et l'entreprise prévoit d'y répondre de manière proactive en augmentant sa capacité de production de DRAM 1c »,

explique Samsung. Il ajoute qu'il « se concentrera aussi sur le développement des ventes d'autres produits à forte valeur ajoutée, tels que la mémoire DDR5, la LPDDR5x et la NAND flash QLC haute densité, afin de répondre à la demande des applications d'IA. »

La CPI abandonne Microsoft Office

Après l'affaire du blocage des comptes Microsoft d'un juge de la Cour pénale

internationale, la juridiction a décidé de changer de suite bureautique. Selon le quotidien allemand Handelsblatt, le choix s'est porté sur l'offre Open Desk développé par le centre pour la souveraineté numérique (ZenDiS) pour le compte du ministère fédéral allemand de l'Intérieur.

Nvidia investirait dans Poolside AI

Selon Bloomberg, le spécialiste du GPU

pourrait investir entre 500 millions et 1 milliard de dollars dans la start-up créée aux Etats-Unis, mais qui s'est depuis 2023 relocalisée en France. Elle développe des modèles IA pour le codage, un domaine en pleine croissance. Cet investissement s'inscrirait dans un tour de table estimé à 2 Md\$ pour une valorisation de 12 Md\$. Les deux sociétés se connaissent bien, car Nvidia a déjà participé à la précédente levée de fonds de la jeune pousse.

SELON UNE ÉTUDE AMÉRICAINE QUI FAIT DÉBAT

Les opinions politiques d'Elon Musk auraient coûté plus d'un million de ventes à Tesla

Une étude du très sérieux National Bureau of Economic Research, menée par des économistes de l'Université de Yale, affirme que les prises de position politiques d'Elon Musk auraient fait perdre à Tesla plus d'un million de ventes entre 2022 et 2025. Un "effet partisan Musk" qui aurait détourné les électeurs démocrates des voitures électriques de la marque. Une projection exagérée pour certains, voire déconnectée de la réalité du marché.

Publiée le 29 octobre par le National Bureau of Economic Research (NBER), une étude signée par des économistes de l'Université de Yale établit un lien direct entre la chute des ventes de Tesla aux États-Unis et les positions politiques très marquées de son patron Elon Musk. Selon leurs calculs, entre octobre 2022, qui correspond à la date du rachat de Twitter, et avril 2025, Tesla aurait vendu de 1 à 1,26 million de voitures supplémentaires sans cet "effet partisan Musk". Cela représente une hausse potentielle de 67 à 83 % par rapport aux ventes réelles observées sur la période. Les chercheurs expliquent que les comtés américains à majorité démocrate, jusqu'à moteurs de la demande pour Tesla et davantage soucieux de la question environnementale, ont nettement ralenti leurs achats après 2022. Une tendance corrélée aux dons politiques massifs de Musk aux candidats républicains et à son rôle controversé au sein du DOGE (Département de l'efficacité gouvernementale) au sein même de l'administration Trump.

Le rachat de Twitter, point de bascule

L'étude situe le tournant à l'automne 2022, lors de la prise de contrôle du réseau social Twitter, rebaptisé ensuite X. Licenciements massifs, modération relâchée, dérapages en ligne : autant d'événements qui ont terni l'image d'Elon Musk auprès d'une partie du public américain, notam-



ment progressiste. Pour Yale, c'est là que le symbole Tesla, autrefois synonyme d'innovation verte et de réussite technologique, a commencé à se confondre avec celui d'un chef d'entreprise clivant et politisé. Mais les chercheurs reconnaissent eux-mêmes la difficulté de ce calcul : les ventes de Tesla ont reculé en 2024 et 2025 malgré un marché de l'électrique en croissance, mais le manque de nouveaux modèles ou la montée des constructeurs asiatiques, coréens comme chinois expliquent aussi cette perte de vitesse pour la firme californienne. Pour isoler l'effet Musk, l'équipe a comparé l'évolution des ventes dans les comtés démocrates et ré-

publicains avant et après le rachat de Twitter. Comme les tendances ne divergent qu'après cet épisode, c'est les chercheurs y voient la trace d'un effet partisan.

Des projections qui font débat

L'étude a aussitôt suscité des doutes. Certaines voix se sont élevées pour souligner qu'il s'agit d'une modélisation statistique, et non d'un relevé comptable : les chercheurs ont simplement estimé ce qu'auraient pu être les ventes si la tendance démocrate avait continué. Le modèle ne prend pas en compte les cycles produits, l'arrivée du Cybertruck ou la montée en

puissance de BYD, qui a depuis dépassé Tesla en volume. Surtout, le chiffre d'un million de ventes manquées repose uniquement sur le marché américain, qui ne représente qu'environ 30 % des ventes mondiales de Tesla. Reste que l'étude met en lumière un phénomène bien réel : la confusion croissante entre l'image personnelle de Musk et celle de Tesla. Et on le sait, ce qui était autrefois moteur de sa réussite est devenu aujourd'hui un risque commercial majeur.

Un timing savamment orchestré ?

Pour terminer, il faut rappeler que la publication de l'étude du NBER arrive à quelques jours d'un rendez-vous crucial : le 6 novembre 2025, les actionnaires de Tesla devront se prononcer sur le plus grand plan de rémunération de l'histoire d'une entreprise cotée. On parle là de près de 1 000 milliards de dollars en stock-options promis à Elon Musk. Deux cabinets d'influence majeurs, ISS et Glass Lewis, ont déjà recommandé de rejeter le projet, le jugeant disproportionné et potentiellement dilutif pour les actionnaires. Difficile, dans ce contexte, de ne pas voir un timing savamment orchestré : alors que Musk menace de quitter Tesla s'il n'obtient pas son pactole, l'étude signée Yale rappelle combien sa personnalité clivante peut peser sur les ventes. Vous avez dit coïncidence ?

Problèmes du moteur 1.0 i-VTEC Honda : le Japon a aussi son 1.2 Puretech

Une courroie de distribution qui baigne dans l'huile ? Présentée comme une avancée par certains équipementiers, cette idée a malheureusement eu parfois des conséquences désastreuses à la longue. Cette solution est surtout connue pour avoir été utilisée par l'ancien groupe PSA, sur le 1.2 PureTech, ou par Ford, notamment sur le 1.0 EcoBoost, au grand dam de nombreux propriétaires. Mais saviez-vous qu'on a retrouvé le même principe chez Honda sur un autre trois-cylindres turbo, le 1.0 i-VTEC, avec des problèmes similaires en dépit de la solide réputation de fiabilité de ce constructeur japonais ? En matière de fiabilité, même les meilleurs élèves peuvent parfois connaître un coup de mou. Honda dispose ainsi d'une solide réputation dans ce domaine, et elle est le plus souvent justifiée. Mais dans les années 2010, avec son trois-cylindres 1.0 i-VTEC, la marque japonaise a pourtant bien commis la même erreur que le groupe PSA avec son 1.2 PureTech et son dérivé 1.0 PureTech : celle de croire aux vertus de la courroie de distribution immergée dans l'huile.

Pourquoi Honda, Ford et PSA ont cru à la courroie immergée ?

Il est vrai que cette solution, prônée notamment par des équipementiers, avait plusieurs avantages sur le papier. Elle était

censée prolonger la durée de vie de ce morceau de "caoutchouc" si crucial, permettant en théorie d'espacer davantage les intervalles de remplacement. Un vrai argument commercial puisque cette lourde intervention est en général très onéreuse, donc très redoutée par les automobilistes. Autre atout, cela permettait de réduire les frottements, donc les consommations de carburant et les émissions de CO2. Sur ce point, une chaîne de distribution peut encore moins lutter. Enfin, de manière plus marginale, cette immersion partielle améliorait aussi le silence de fonctionnement. En plus de PSA, devenu désormais Stellantis, et de Honda, ces arguments ont aussi su convaincre Ford pour ses 1.0 EcoBoost et ses diesels 2.0 EcoBlue.

Quels problèmes peut rencontrer le Honda 1.0 i-VTEC ?

Hélas, quel que soit le constructeur, des automobilistes ont fini par déplorer les mêmes problèmes à la longue. Bien souvent, la courroie de distribution s'est ainsi détériorée d'une manière bien plus prématurée que ce qui était envisagé dans le carnet d'entretien. Pire encore, comme cette pièce est ici partiellement immergée dans l'huile, ses petits débris viennent contaminer le circuit de lubrification de manière assez insidieuse. Au bout de plusieurs années, ils peuvent ainsi boucher la crépine de la pompe à huile, ce

qui aboutira à une casse moteur si une intervention n'est pas effectuée à temps. Sur notre formulaire fiabilité, nous n'avons encore reçu aucun témoignage à ce sujet pour le 1.0 i-VTEC Honda. N'hésitez d'ailleurs pas à nous écrire si vous êtes dans ce cas. Mais d'autres sources, en France comme à l'étranger, confirment bien que ce trois-cylindres nippon n'est pas épargné, même si la récurrence des pannes est difficile à estimer.

Pourquoi le problème est moins connu que sur le 1.2 PureTech ?

La rareté des cas et la faible médiatisation par rapport aux 1.2 PureTech et 1.0 i-VTEC peuvent s'expliquer de diverses manières. Déjà, la marque elle-même est assez peu diffusée en Europe, et a fortiori dans l'Hexagone. Cela limite forcément le nombre de retours d'utilisateurs. En prime, ce 1.0 i-VTEC a connu une carrière très brève. On l'a seulement retrouvé sur la dixième génération de Civic (code FK8), vendue entre 2017 et 2024. Un sacré contraste avec le groupe PSA, qui a installé son 1.2 Puretech à courroie dans un nombre incalculable de modèles... et continue à le faire dans certains d'eux, comme la Peugeot 208 d'entrée de gamme, jusqu'à la fin de l'année. Même Toyota, l'éternel rival de Honda, s'est retrouvé éclaboussé par cette affaire à cause

de son partenariat avec Stellantis pour ses utilitaires, qui utilisent ce trois-cylindres sous un autre nom.

Peut-on espérer une prise en charge des pannes du 1.0 i-VTEC ?

L'abandon très rapide de ce 1.0 i-VTEC, alors que le développement d'un moteur est extrêmement onéreux, sonne un peu comme un aveu d'une conception ratée. Mais la marque a aussi su "acheter le silence" des automobilistes victimes de casses mécaniques en se montrant plutôt généreuse sur les prises en charge des réparations. Malgré un réseau trop petit qui la pénalise, elle se retrouve d'ailleurs souvent bien classée dans notre enquête annuelle sur le SAV, avec des scores de satisfaction très élevés. Dans ce cas précis, selon nos confrères de L'argus, une extension de garantie spécifique de trois ans et 128 000 km a ainsi été mise en place. Elle n'est cependant plus d'actualité désormais pour les modèles les plus anciens ou kilométrés. Pour eux, il n'est dès lors pas sûr que vous puissiez obtenir quelque chose. Ne comptez en tout cas pas trop sur le lancement hypothétique d'une action collective en justice, comme il en existe pour le 1.2 Puretech. Ici, le nombre de victimes dans l'Hexagone semble bien trop faible pour permettre ce type de démarche.

Mots fléchés

EFFLEURÉE PETIT VILLAGE		ABAN- DONNÉE FRUIT ROUGE		LEQUEL CONSTER- NÉS		PESANT		PROTÈGE LE MAJEUR FONTE DES NEIGES		DÉSINTÉ- RESSÉ REÇOIT LES BULLETINS	
						ARÔME ROTI DE VEAU					
GROSSIER COUVRE- CHEF									DIEU SOLAIRE		
					TRÈS PRESSÉ DÉBRAILLÉ						
RÉCITAL AMOUREUX COUTUMES									DUPÉ CONDIMENT		
		BEAUCOUP NATURISTE					DONNE LE TON AUTRUCHE			ÉTAT AMÉRICAIN	
VITALITÉ DIVERTIS- SEMENT								FAC DE TECHNO NIVELA			
			ARTICLE ÉTRANGER ÉGRATIGNE			POUR FAIRE LA BIÈRE JEUNE FILLE VERTUEUSE					PARTIE DE TENNIS
ÉLÉGANT	CONVOITER INDIEN ET RELIGIEUX								BONNE CARTE CALEPIN		
				PEINTURE À L'EAU COUSIN DU LOIR							
SÉPARÉS DU RESTE REPAIRE							POSSESSIF GENDARME DE LA TÉLÉ			MONNAIE COURANTE	
					DRÔLE D'OISEAU						BOISSON
BAISSES DE NIVEAU BAS DE GAMME								À L'ÉTAT NATUREL CONDITION			
		INTERJEC- TION			ENNUIERA						
CANAL DU PIPI							DE MÊME				

ACCIDENTS DE LA ROUTE

8 morts et 416 blessés en 48 heures

Huit (8) personnes sont décédées et 416 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernière 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tougourt avec 2 enfants décédés, heurtés par un camion, au niveau de la cité "El Moustakbal", située au chef lieu de wilaya. Par ailleurs, 4 personnes ont été intoxiquées par le monoxyde de carbone, émanant d'un chauffe bain à l'intérieur de leur habitation, au chef lieu de wilaya, et deux autres ont été atteintes de brûlures superficielles, suite à l'explosion de gaz de ville dans une habitation dans la commune de Mazagran (wilaya de Mostaganem).



Accomplissement de Salat El-istisqa à travers toutes les mosquées du pays

Salat El-istisqa a été accomplie, samedi, à travers toutes les mosquées du pays, en implorant Dieu Tout-Puissant de bénir le pays et ses habitants d'une pluie bienfaisante suite au retard des précipitations. Cette prière a été accomplie en deux unités de prières (Rak'ah) suivies du prêche des imams qui ont insisté sur le devoir de remercier Allah Tout-Puissant pour toutes ses grâces, de l'adorer et de multiplier les invocations et les prières afin qu'il bénisse le pays d'une pluie bienfaisante et fasse perdurer la paix et la sécurité dans tous les pays musulmans. Le ministère avait appelé, dans ce cadre, les fidèles à accomplir Salat El-istisqa suite au retard des pluies enregistré dans la plupart des régions du pays, en consécration de la Sunna du Prophète Mohammed (QSSSL).

SELON WGC

La demande mondiale d'or atteint un nouveau record au 3^e trimestre

La demande mondiale d'or a atteint 1.313 tonnes au troisième trimestre, en hausse de 3 % sur un an, son plus haut niveau trimestriel jamais enregistré, selon un rapport du Conseil mondial de l'or "World Gold Council" (WGC). En valeur, la progression est encore plus marquée, avec une hausse de 44 % à un record de 146 milliards de dollars, précise le rapport. Depuis le début de l'année, la demande totale s'élève à 3.717 tonnes, soit 1 % de plus qu'en 2024, pour une valeur de 384 milliards de dollars (+41 % sur un an). Les investisseurs ont largement dominé le marché, avec des achats massifs de fonds indiciels (ETF) totalisant 222 tonnes, tandis que la demande de lingots et de pièces est restée soutenue pour le quatrième trimestre consécutif à 316 tonnes. Les banques centrales ont poursuivi leurs achats d'or, totalisant 220 tonnes au troisième trimestre (+28 % par rapport au trimestre précédent), bien que leur rythme d'acquisition depuis le début de l'année (634 t) soit inférieur à celui observé sur les neuf premiers mois de 2024 (724 t). En revanche, la demande de bijoux a reculé de 10 % sur un an à 371 tonnes, pénalisée par la flambée des prix, malgré une hausse de 13 % en valeur, à 41 milliards de dollars.

PROTECTION CIVILE

Promotion de 42 agents

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, samedi à Alger, une cérémonie de remise de grades au profit de 42 agents de la Protection civile, à l'occasion du 71^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la "promotion exceptionnelle dont ont bénéficié les

agents de la Protection civile, en reconnaissance des efforts remarquables et de la bravoure dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de leurs missions quotidiennes". Elle traduit également "la reconnaissance de leurs interventions héroïques sur le terrain, notamment lors des incendies de l'été 2025, ainsi que durant les opérations de sauvetage complexes menées dans des conditions difficiles".

MALGRÉ LES PRESSIONS ET LES MANŒUVRES

L'Algérie parvient à rééquilibrer la résolution du Conseil de sécurité sur le Sahara Occidental

L'Algérie a refusé vendredi pour la deuxième fois consécutive de participer au vote sur le projet de résolution portant renouvellement du mandat de la MINURSO, et ce, bien qu'ayant réussi, en tant que membre du Conseil de sécurité, à faire évoluer le texte initial de manière substantielle. Après de longues consultations avec les différents membres du Conseil de sécurité à New York et dans les capitales de leurs pays, ayant conduit au report de la séance de vote, l'Algérie est parvenue à transformer un projet de résolution proposé par les Etats-Unis d'Amérique au Conseil de sécurité, qui visait dans les faits à liquider la question sahraouie, en une résolution plus équilibrée réaffirmant les principes fondamentaux du droit international et de la Charte des Nations Unies, notamment le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, ainsi que les paramètres fondamentaux d'une solution juste du conflit. Les Etats-Unis d'Amérique, en leur qualité de "porte-plume", avaient présenté, le 22 octobre 2025, un projet de résolution reflétant une position ouvertement en faveur du Maroc. Ce texte voulait imposer une solution unilatérale fondée sur la proposition d'autonomie comme unique option, en contrepartie de sa normalisation et de son soutien à l'entité sioniste, notamment dans la guerre d'extermination menée contre le peuple palestinien à Ghaza. Le texte initial décrivait la proposition d'autonomie comme "base la plus crédible" et "solution la plus réaliste", allant jusqu'à la considérer comme "unique cadre de négociation". Il proposait, en outre, de proroger le mandat de la MINURSO de seulement trois (3) mois, dans une tentative d'imposer le fait accompli, de mettre fin au rôle de la mission onusienne et de la transformer en simple mécanisme politique chargé d'appliquer la thèse de l'autonomie. Mais, grâce aux efforts soutenus de l'Algérie et aux consultations qu'elle a menées avec les différentes parties, des améliorations substantielles ont été apportées au texte initial à travers deux révisions successives, aboutissant au texte final présenté la veille même de la séance de vote reportée. Ces modifications concernent quatre (4) axes principaux qui ont permis de rééquilibrer le processus politique. Le premier axe est que la solution doit impérativement passer par le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. En effet, l'Algérie a réussi à dissocier ce droit du plan d'autonomie, tel qu'il figurait dans le texte initial. La nouvelle formulation souligne la nécessité de parvenir à "une solution politique définitive, mutuellement acceptable, garantissant au peuple du Sahara occidental son droit à l'autodétermination", faisant ainsi de ce droit un objectif fondamental en soi, et non plus une conséquence secondaire d'une option prédéterminée. A cet effet, un amendement essentiel a été introduit, appelant l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies à "mettre en œuvre les résolutions antérieures du Conseil de

sécurité", remplaçant ainsi le processus politique dans son cadre juridique originel. Quant au deuxième axe, il affirme que la solution doit être conforme à la Charte des Nations Unies. Après plusieurs rounds de négociations, l'Algérie a réussi à modifier le projet de résolution qui imposait initialement la thèse marocaine comme unique base de la solution au Sahara occidental. Selon le texte final adopté, la solution définitive doit être mutuellement acceptable et conforme aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, tout en garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Le troisième axe concerne le recul de "l'autonomie" comme unique option, les références à cette proposition marocaine ayant nettement reculé dans la version finale. Alors que le projet initial la qualifiait de "cadre unique", le texte final la décrit comme simple "base" de discussions, soulignant qu'elle "peut représenter" une solution envisageable, et non pas l'unique solution. La résolution finale a également ajouté un paragraphe accueillant favorablement "toute proposition constructive des deux parties", ouvrant officiellement la voie à d'autres options et plaçant la proposition du Front Polisario sur la table des négociations.

Le quatrième axe concerne l'importance du rôle de la MINURSO. L'une des améliorations substantielles obtenues a été la prorogation du mandat de la MINURSO pour une année complète, jusqu'au 31 octobre 2026, contre seulement trois mois dans la version initiale, ce qui contredit les objectifs pour lesquels a œuvré le Maroc, qui a toujours remis en cause la MINURSO pour écarter l'option référendaire et promouvoir l'autonomie comme solution unique et définitive. Cette prorogation d'une année constitue une réaffirmation claire de l'importance du rôle de la MINURSO dans le soutien au processus politique et la préservation de la stabilité dans la région, tel que mentionné dans le texte final, qui insiste sur "l'importance de respecter le cessez-le-feu et d'éviter toute action susceptible de compromettre le processus politique". Dans le même contexte, le passage menaçant de mettre fin au mandat de la MINURSO a été supprimé et remplacé par une demande de "révision stratégique" de son mandat, lequel dépendra des orientations du Secrétaire général des Nations Unies et de la capacité des deux parties de parvenir à une solution politique acceptable garantissant au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination.

Publicité

anep

المؤسسة الوطنية للإنتاج والنشر والإشهار

Entreprise Nationale de Communication, d'édition et de Publication

-30% DURANT LE SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER DU 30 OCTOBRE AU 8 NOVEMBRE

Les Editions ANEP Présentes

Avec Plus de 800 TITRES

L'ESPRIT DE NOVEMBRE À TRAVERS NOS PAGES

Palais des Expositions - Pias Maritimes Pavillon C

Anep Groupe